

5° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt:

"De in het eerste lid bedoelde adviezen en verslagen worden door de voorzitter van het comité ter behandeling en archivering toegezonden aan de door de Regering aangewezen dienst. "

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepaling*

Art. 58. § 1. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 30 tot en met 32 door de Regering bepaald. Ze treden uiterlijk op 1 januari 2030 in werking.

§ 3. In afwijking van het eerste lid heeft artikel 49, *a*), uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1669 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204576]

29 AVRIL 2024. — Décret relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive (UE) 2023/2413 du

Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 modifiant la directive (UE) 2018/2001, le Règlement (UE) 2018/1999 et la directive 98/70/CE en ce qui concerne la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et abrogeant la directive (UE) 2015/652 du Conseil.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° " énergie produite à partir de sources renouvelables " ou " énergie renouvelable " : une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, l'énergie solaire (solaire thermique et solaire photovoltaïque) et géothermique, l'énergie osmotique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice et d'autres énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz;

2° " zone d'accélération des énergies renouvelables " : un lieu ou une zone spécifique, terrestre ou d'eaux intérieures, que le Gouvernement a désigné comme étant particulièrement adapté pour accueillir des installations d'énergie renouvelable à partir de sources renouvelables, autres que des installations de biomasse;

3° " équipement d'énergie solaire " : un équipement qui convertit l'énergie du soleil en énergie thermique ou électrique, en particulier les équipements solaires thermiques et photovoltaïques;

4° " technologie innovante en matière d'énergie renouvelable " : une technologie de production d'énergie renouvelable qui améliore au moins un aspect d'une technologie de pointe comparable en matière d'énergie renouvelable, ou qui rend exploitable une technologie en matière d'énergie renouvelable qui n'est pas entièrement commercialisée ou qui comporte un degré de risque clair;

5° " stockage colocalisé de l'énergie " : une installation de stockage d'énergie combinée à une installation de production d'énergie renouvelable et raccordée à un même point d'accès au réseau.

CHAPITRE II. — *Cartographie des zones nécessaires pour les contributions nationales à la réalisation de l'objectif global de l'Union européenne en matière d'énergie renouvelable à l'horizon 2030*

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement procède à une cartographie coordonnée en vue du déploiement de l'énergie renouvelable sur le territoire de la Région wallonne, afin de recenser le potentiel régional et les zones terrestres, souterraines ou en eaux intérieures disponibles qui sont nécessaires pour l'établissement d'installations d'énergie renouvelable et leurs infrastructures connexes, telles que les installations de réseau et de stockage, y compris de stockage thermique, qui sont nécessaires pour atteindre au minimum la contribution régionale à la réalisation de l'objectif global de l'Union européenne en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030 fixé dans l'article 3, § 1^{er}, de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. A cette fin, le Gouvernement s'appuie sur les documents ou plans d'aménagement du territoire.

Le Gouvernement assure la coordination entre toutes les autorités et entités locales concernées, y compris les gestionnaires de réseau, pour établir la cartographie.

Le Gouvernement veille à ce que ces zones, comprenant les installations d'énergie renouvelable existantes et les mécanismes de coopération existants, soient proportionnées aux trajectoires estimées et à la capacité installée totale prévue pour chaque technologie d'énergie renouvelable reprises dans le Plan Air Climat Énergie visé dans le décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone.

§ 2. Aux fins de recenser les zones visées au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement tient compte, en particulier, des éléments suivants :

- a) la disponibilité de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et le potentiel de production d'énergie renouvelable des différents types de technologie dans les zones terrestres, souterraines ou en eaux intérieures;
- b) la demande d'énergie prévue, compte tenu de la flexibilité potentielle de la participation active de la demande, des gains d'efficacité attendus ainsi que de l'intégration du système énergétique;
- c) la disponibilité des infrastructures énergétiques pertinentes, y compris les infrastructures de réseau et les installations de stockage et d'autres outils de flexibilité, ou les possibilités de construction ou de modernisation de ces infrastructures de réseau et installations de stockage.

§ 3. Le Gouvernement favorise les utilisations multiples des zones visées au paragraphe 1^{er}. Les projets en matière d'énergie renouvelable sont compatibles avec les utilisations préexistantes de ces zones.

§ 4. Le Gouvernement réexamine périodiquement et met à jour, le cas échéant, les zones visées au paragraphe 1^{er}, en particulier à l'occasion des mises à jour du Plan Air Climat Énergie visé dans le décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone.

CHAPITRE III. — *Zones d'accélération des énergies renouvelables*

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement adopte un ou plusieurs plans désignant, comme un sous-ensemble des zones visées à l'article 3, des zones d'accélération des énergies renouvelables pour un ou plusieurs des types de sources d'énergie, à l'exclusion des installations de combustion de biomasse.

Le Gouvernement décide de la taille des zones d'accélération des énergies renouvelables, compte tenu des spécificités et des exigences du type ou des types de technologie concernées. Le Gouvernement s'efforce de faire en sorte que la taille combinée de ces zones soit significative et qu'elles contribuent à la réalisation des objectifs fixés dans le Plan Air Climat Énergie visé dans le décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone.

Dans l'établissement de ce ou ces plans, le Gouvernement assure une coordination entre toutes les autorités et entités locales concernées, y compris le ou les gestionnaire(s) de réseau.

§ 2. Dans les plans visés au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement :

a) désigne des zones terrestres et/ou d'eaux intérieures suffisamment homogènes dans lesquelles le déploiement d'un ou de plusieurs types spécifiques de sources d'énergie renouvelable visés au paragraphe 1^{er} ne devrait pas avoir d'incidence importante sur l'environnement, compte tenu des particularités de la zone sélectionnée, tandis qu'il :

i) donne la priorité aux surfaces artificielles et construites, telles que les toits et les façades d'immeubles, les infrastructures de transport et leurs environs immédiats, les aires de stationnement, les exploitations agricoles, les décharges, les sites industriels, les mines, les plans d'eau, lacs ou réservoirs artificiels et, le cas échéant, les sites de traitement des eaux urbaines résiduaires, ainsi que les terres dégradées non utilisables pour l'agriculture;

ii) exclut les sites Natura 2000 et les zones désignées au titre de la protection en faveur de la conservation de la nature et de la biodiversité en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les principales routes migratoires des oiseaux ainsi que d'autres zones recensées sur la base de cartes de sensibilité et des outils visés au point iii), à l'exception des surfaces artificielles et construites situées dans ces zones, telles que les toits, les aires de stationnement ou les infrastructures de transport;

iii) utilise tous les outils et ensembles de données appropriés et proportionnés pour recenser les zones dans lesquelles les installations d'énergie renouvelable n'aurait pas d'incidence importante sur l'environnement, y compris la cartographie de la sensibilité de la faune et de la flore sauvages, en tenant compte des données disponibles dans le contexte de l'aménagement d'un réseau Natura 2000 cohérent en ce qui concerne les types d'habitats et les espèces au titre de la directive 92/43/CEE du Conseil, ainsi que les oiseaux et les sites protégés au titre de la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil;

iv) exclut les biens classés et assimilés, au sens du Code wallon du Patrimoine;

b) établit des règles appropriées pour les zones d'accélération des énergies renouvelables en ce qui concerne les mesures d'atténuation efficaces à adopter pour accueillir des installations d'énergie renouvelable et le stockage colocalisé de l'énergie, ainsi que les actifs nécessaires au raccordement de ces installations et de ce stockage au réseau, afin d'éviter les incidences négatives sur l'environnement qui pourraient en résulter ou, si cela n'est pas possible, de les réduire de manière significative, en veillant, le cas échéant, à ce que des mesures d'atténuation appropriées soient appliquées en temps utile et de manière proportionnée pour garantir le respect des obligations énoncées à l'article 6, § 2, et à l'article 12, § 1^{er}, de la directive 92/43/CEE, à l'article 5 de la directive 2009/147/CEE et à l'article 4, § 1^{er}, point a), i), de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, et pour éviter la dégradation et parvenir à un bon état écologique ou à un bon potentiel écologique conformément à l'article D.22, § 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau.

Les règles visées à l'alinéa 1^{er}, b), ciblent les spécificités de chaque zone d'accélération des énergies renouvelables recensée, le type ou les types de technologie en matière d'énergie renouvelable à mettre en oeuvre dans chaque zone et les incidences environnementales détectées.

Le respect des règles visées à l'alinéa 1^{er}, b), et la mise en oeuvre des mesures d'atténuation appropriées dans le cadre des différents projets engendrent la présomption selon laquelle les projets ne contreviennent pas à ces dispositions sans préjudice de l'article D.65/2 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Dans les plans désignant les zones d'accélération des énergies renouvelables visés à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement explique l'évaluation effectuée pour recenser chaque zone d'accélération des énergies renouvelables désignée sur la base des critères énoncés à l'alinéa 1^{er}, a), et pour définir des mesures d'atténuation appropriées.

§ 3. Avant leur adoption, les plans désignant les zones d'accélération des énergies renouvelables font l'objet d'une évaluation environnementale conformément au chapitre II de la Partie V du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et, s'ils sont susceptibles d'avoir une incidence importante sur des sites Natura 2000, d'une évaluation appropriée en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

CHAPITRE IV. — Zones destinées aux infrastructures de réseau et de stockage nécessaires à l'intégration de l'énergie renouvelable dans le système Électrique

Art. 5. Le Gouvernement peut adopter un ou plusieurs plans pour désigner des zones d'infrastructure spécifiques destinées au développement de projets de réseau ou de stockage nécessaires à l'intégration de l'énergie renouvelable dans le système électrique lorsque ce développement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur l'environnement ou lorsque cette incidence peut être dûment atténuée ou, si ce n'est pas possible, compensée.

L'objectif de ces zones est d'appuyer et de compléter les zones d'accélération des énergies renouvelables visées à l'article 4. Ces plans :

a) évitent, pour les projets de réseaux, les sites Natura 2000 et les zones désignées au titre de la protection en faveur de la conservation de la nature et de la biodiversité en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature sauf si, compte tenu des objectifs du site, il n'existe pas d'autres solutions proportionnées pour le déploiement de ces projets;

b) excluent, pour les projets de stockage, les sites Natura 2000 et les zones désignées au titre de la protection en faveur de la conservation de la nature et de la biodiversité en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

c) excluent les biens classés et assimilés, au sens du Code wallon du Patrimoine;

d) assurent des synergies avec la désignation des zones d'accélération des énergies renouvelables visées à l'article 4;

e) font l'objet d'une évaluation environnementale conformément au chapitre II de la Partie V du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et, le cas échéant, d'une évaluation appropriée en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

f) établissent des règles appropriées et proportionnées, y compris en ce qui concerne les mesures d'atténuation proportionnées à adopter pour le développement des projets de réseau et de stockage, afin d'éviter toute incidence négative sur l'environnement ou, s'il n'est pas possible d'éviter une telle incidence, de la réduire de manière significative.

Lors de la préparation de ces plans, le Gouvernement consulte les exploitants de système d'infrastructures concernés et assure une coordination entre toutes les autorités et entités locales concernées, y compris le ou les gestionnaire(s) de réseau.

CHAPITRE V. — Modifications du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 6. Dans l'article 20 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la demande vise un projet d'énergie renouvelable visé à l'article D.65/2 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le fonctionnaire technique envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande conformément à l'article 18. ";

2° au paragraphe 3, les mots " ou dans les trente jours dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, " sont insérés entre les mots " fonctionnaire technique, " et les mots " celui-ci envoie ";

3° au paragraphe 4, les mots " dans les conditions et délai visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} et au § 2, alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai visé au paragraphe 3 " sont remplacés par les mots " dans les conditions et délais visés au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans les délais visés au paragraphe 3 ".

Art. 7. Dans l'article 86 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la demande vise un projet d'énergie renouvelable visé à l'article D.65/2 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande, dans un délai de trente jours à dater du jour où le fonctionnaire technique reçoit la demande conformément à l'article 84. ";

2° au paragraphe 3, les mots " ou dans les trente jours dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, " sont insérés entre les mots " par le fonctionnaire technique, " et les mots " le fonctionnaire technique ";

3° au paragraphe 4, les mots " dans les conditions et délai visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} et au § 2, alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai visé au paragraphe 3 " sont remplacés par les mots " dans les conditions et délais visés au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans les délais visés au paragraphe 3 ".

CHAPITRE VI. — Modifications du Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 8. L'article D.65 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

" § 7. Le présent article n'est pas applicable aux demandes de permis exclusivement relatives à une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW ou à une pompe à chaleur non géothermique inférieure à 50 MW.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable pour la demande relative à une pompe à chaleur non géothermique inférieure à 50 MW qui concerne un bien classé ou assimilé, pastillé à l'inventaire régional du patrimoine ou situé dans une zone de protection au sens du Code wallon du Patrimoine. " . "

Art. 9. Dans le même Code, il est inséré un article D.65/1 rédigé comme suit :

" Art. D.65/1. § 1^{er}. Au sens du présent article, on entend par rééquipement : la rénovation des centrales électriques produisant de l'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, le remplacement total ou partiel des installations ou des systèmes et des équipements d'exploitation, dans le but d'en modifier la capacité ou d'augmenter l'efficacité ou la capacité de l'installation.

§ 2. Lorsque le rééquipement d'une centrale électrique basée sur l'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables est soumis à l'examen préalable prévu à l'article D.65/2, § 2, à une analyse de la nécessité d'une évaluation des incidences sur l'environnement prévue à l'article D.65 ou à une évaluation des incidences sur l'environnement en application de l'article D.64, cet examen préalable, cette analyse ou cette évaluation des incidences sur l'environnement se limitent aux incidences potentielles découlant d'une modification ou d'une extension par rapport au projet initial.

Lorsque le projet pour le rééquipement d'installations solaires n'implique pas l'utilisation d'espace supplémentaire et est conforme aux mesures d'atténuation des incidences sur l'environnement applicables établies pour l'installation solaire d'origine, le projet est exempté de toute obligation de réaliser un examen préalable prévue à l'article D.65/2, § 2, d'analyser la nécessité d'une évaluation des incidences sur l'environnement prévue à l'article D.65, ou d'effectuer une évaluation des incidences sur l'environnement en application de l'article D.64. Pour ce type de projet, la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement renseigne en quoi la demande est conforme aux mesures d'atténuation des incidences sur l'environnement applicables établies pour l'installation solaire d'origine.

§ 3. Lorsque l'intégration de l'énergie renouvelable visée à l'article 2 du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables dans le système électrique nécessite un projet pour renforcer l'infrastructure du réseau dans des zones d'infrastructure spécifique visée à l'article 5 du même décret ou hors de ces zones, et que ce projet est soumis à un examen préalable réalisé en application de l'article D.65/2, à une analyse de la question de savoir si le projet nécessite une évaluation des incidences sur l'environnement prévue à l'article D.65, ou à une évaluation des incidences sur l'environnement en application de l'article D.64, cet examen préalable, cette analyse ou cette évaluation des incidences sur l'environnement se limitent aux incidences potentielles découlant de la modification ou de l'extension par rapport à l'infrastructure de réseau initiale. "

Art. 10. Dans le même Code, il est inséré un article D.65/2 rédigé comme suit :

" Art. D.65/2. § 1^{er}. La demande de permis relative à un projet pour une ou plusieurs installations d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, y compris les installations qui combinent différents types de technologie en matière d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables et le rééquipement de centrales électriques utilisant des sources d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, ainsi que le raccordement de ces installations et stockage au réseau situé dans une zone d'accélération d'énergies renouvelables désignée en vertu du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables ou la technologie concernée et le stockage colocalisé de l'énergie, et qui n'est pas visée à l'article D.65, § 7, est exemptée d'évaluation des incidences sur l'environnement, pour autant que la demande respecte les règles établies en vertu de l'article 4, § 2, b), du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables.

Pour ce type de projet, la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement renseigne en quoi la demande respecte les règles visées à l'alinéa 1^{er} et décrit toute mesure supplémentaire adoptée par le demandeur et la manière dont ces mesures remédient aux incidences sur l'environnement.

Pour ce type de projet, par dérogation à l'article 83, alinéa 4, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'appel à manifestation d'intérêt à destination des citoyens est organisé au plus tard 6 mois avant le dépôt de la demande de permis et le rapport relatif à l'appel à manifestation d'intérêt à destination des pouvoirs locaux est clôturé au plus tard 6 mois avant le dépôt de la demande de permis. Le Gouvernement définit les modalités de l'appel à manifestation d'intérêt qui inclut une réunion publique d'information, la forme et le contenu du rapport relatif à l'appel à manifestation d'intérêt, ainsi que les modalités des offres de participation, qui ont pour objectif d'assurer l'ouverture des projets à des conditions équivalentes aux conditions de marché.

L'exemption visée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas pour les demandes susceptibles d'avoir une incidence notable sur l'environnement d'une autre Région ou d'un autre État membre de l'Union européenne, ou lorsqu'une autre Région ou un autre État membre de l'Union européenne est susceptible d'être touché de manière notable en fait la demande.

§ 2. Lorsqu'une demande de permis est relative à un projet visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande procède à un examen préalable visant à déterminer si le projet est fortement susceptible d'avoir une incidence négative imprévue importante, compte tenu de la sensibilité environnementale de la zone géographique où il est situé, qui n'a pas été recensée lors de l'évaluation environnementale des plans désignant les zones d'accélération des énergies renouvelables visés à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables. Cet examen préalable vise également à déterminer si le projet entre dans le champ d'application de l'article D.29-11 parce que susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement d'une autre Région ou d'un autre État membre de l'Union européenne ou parce qu'une autre Région ou un autre État membre de l'Union européenne en a fait la demande.

Aux fins de l'examen préalable, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande peut solliciter l'avis de toute instance qu'elle sollicite. Cette autorité peut inviter le demandeur à fournir des informations complémentaires dont il dispose.

§ 3. A l'issue de l'examen préalable visé au paragraphe 2, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande peut décider, sur la base d'une motivation fondée sur des éléments de preuve clairs, que le projet est hautement susceptible d'avoir une incidence négative imprévue importante, compte tenu de la sensibilité environnementale de la zone géographique où le projet est situé, qui ne peut être atténuée par les mesures définies dans les plans désignant la zone d'accélération des énergies renouvelables concernée ou par les mesures proposées par le demandeur.

Le cas échéant, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande inclut la décision visée à l'alinéa 1^{er} dans sa décision déclarant la demande complète et recevable, dans les conditions et suivant les modalités fixées par les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49.

La décision visée à l'alinéa 1^{er} est mise à la disposition du public conformément au chapitre III du Titre I^{er} de la Partie III ou, le cas échéant, selon les modalités prévues par les lois, décrets et règlements dont relève l'autorisation visée à l'article D.49.

§ 4. Dans le cas visé au paragraphe 3, le demandeur dépose une étude d'incidences sur l'environnement en application du présent chapitre et, le cas échéant, une évaluation appropriée des incidences en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dans un délai de 180 jours à dater de la réception de la décision visée au paragraphe 3. Dans ce délai, le demandeur peut solliciter un prolongement du délai pour une nouvelle période de maximum 180 jours en cas de circonstances extraordinaires dûment justifiées. A défaut de dépôt de l'étude d'incidences ou de l'évaluation appropriée des incidences dans le délai requis, la demande de permis est caduque.

L'instruction de la demande de permis est suspendue à dater de l'envoi de la décision statuant sur le caractère complet ou recevable du dossier impliquant la réalisation d'une étude d'incidences ou d'une évaluation appropriée des incidences jusqu'au jour de la réception de l'étude d'incidences ou de l'évaluation appropriée complète, lequel est compris dans le délai de suspension.

Dans des circonstances justifiées, y compris lorsqu'il est nécessaire d'accélérer le déploiement de l'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables pour atteindre les objectifs en matière de climat et d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, le Gouvernement peut exempter d'étude d'incidences les projets éoliens et photovoltaïques solaires.

Lorsque le Gouvernement exempté des projets éoliens et photovoltaïques solaires de ces évaluations, le demandeur adopte des mesures d'atténuation proportionnées ou, si ces mesures d'atténuation ne sont pas disponibles, des mesures compensatoires, qui, si d'autres mesures compensatoires proportionnées ne sont pas disponibles, peuvent prendre la forme d'une compensation financière, afin de remédier à toute incidence négative. Lorsque cette incidence négative a un effet sur la protection des espèces, l'exploitant verse une compensation financière en faveur des programmes de protection des espèces pour la durée d'exploitation de l'installation d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables afin de maintenir ou d'améliorer l'état de conservation des espèces touchées. Le Gouvernement précise pour le projet les mesures d'atténuation, les mesures compensatoires et le mode d'estimation de la compensation en fonction du type d'infrastructure et de l'ampleur de l'impact attendu.

§ 5. Le Gouvernement peut, dans des circonstances justifiées, notamment lorsque cela est nécessaire pour accélérer le déploiement de l'énergie renouvelable pour atteindre les objectifs en matière de climat et d'énergie renouvelable, exempter la demande de permis des projets de réseau et de stockage qui sont nécessaires à l'intégration de l'énergie renouvelable dans le système électrique de l'évaluation des incidences sur l'environnement, y compris celle visée dans la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à condition que le projet de réseau ou de stockage se situe dans une zone d'infrastructure spécifique désignée à l'article 5 du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables et qu'il respecte les règles établies, y compris concernant des mesures d'atténuation proportionnées à adopter, conformément à l'alinéa 2, point f), du même article 5.

L'exemption visée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas pour les demandes susceptibles d'avoir une incidence notable sur l'environnement d'une autre Région ou d'un autre État membre de l'Union européenne ou lorsqu'une autre Région ou un autre État membre de l'Union européenne susceptible d'être touché de manière notable en fait la demande.

Lorsque le Gouvernement exempté les projets de réseau et de stockage en vertu du présent paragraphe des évaluations concernées, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande procède à un examen préalable visant à déterminer si le projet est fortement susceptible d'entraîner une incidence négative imprévue importante, compte tenu de la sensibilité environnementale des zones géographiques où il est situé, qui n'a pas été recensée lors de l'évaluation environnementale des plans désignant les zones d'infrastructure spécifiques visés à l'article 5 du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables. Cet examen préalable s'appuie sur les données existantes tirées de l'évaluation des incidences sur l'environnement de ces plans.

Lorsque l'examen préalable constate que le projet est fortement susceptible d'entraîner une incidence négative imprévue importante visée à l'alinéa précédent, l'autorité compétente veille, sur la base des données existantes, à ce que des mesures d'atténuation proportionnées et adéquates soient prises pour remédier à ces incidences. Lorsqu'il n'est pas possible d'appliquer de telles mesures d'atténuation, l'autorité compétente veille à ce que le demandeur adopte des mesures compensatoires adéquates pour remédier à ces incidences, qui, si d'autres mesures compensatoires proportionnées ne sont pas disponibles, peuvent prendre la forme d'une compensation financière en faveur de programmes de protection des espèces, visant à maintenir ou améliorer l'état de conservation des espèces touchées. ”.

Art. 11. Dans le même Code, l'article D.69, modifié par le décret du 24 mai 2018, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

” § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, pour les projets relatifs à une installation d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables situés en dehors d'une zone d'accélération d'énergies renouvelables désignée en vertu du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de la demande, compte tenu des informations fournies par le demandeur, émet un avis sur la portée et le niveau de détail des informations figurant dans l'étude d'incidences.

A cette fin, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de la demande peut solliciter l'avis de toute instance qu'elle juge utile.

L'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de la demande inclut l'avis visé à l'alinéa 1^{er} dans sa décision déclarant la demande complète et recevable, dans les conditions et suivant les modalités fixées par les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49.

Si l'avis implique une modification de la portée ou du niveau de détail des informations figurant dans l'étude d'incidences, le demandeur dépose l'étude d'incidences complétée dans un délai de 180 jours à dater de la réception de la décision statuant sur le caractère complet ou recevable du dossier. L'étude d'incidences est déposée en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte. A défaut de dépôt de l'étude d'incidences dans le délai requis, la demande de permis est caduque.

L'instruction de la demande de permis est suspendue à dater de l'envoi de la décision statuant sur le caractère complet ou recevable du dossier impliquant une modification de la portée ou du niveau de détail des informations figurant dans l'étude d'incidences jusqu'au jour de la réception de l'étude d'incidences complétée, lequel est compris dans le délai de suspension.

La procédure prévue au présent paragraphe ne peut être mise en oeuvre qu'une seule fois pour la même demande. ”.

CHAPITRE VII. — *Modification du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau*

Art. 12. L'article D.22, § 9, du Livre II du Code de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

" Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3^o, la planification, la construction et l'exploitation d'installations d'énergie renouvelable, le raccordement de ces installations au réseau, le réseau connexe proprement dit et les actifs de stockage, au sens de l'article 16septies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, sont présumés relever de l'intérêt général majeur lors de la mise en balance des intérêts juridiques dans les cas individuels.

Dans des circonstances spécifiques dûment justifiées, le Gouvernement peut restreindre l'application de l'alinéa 2 à certaines parties du territoire, à certains types de technologie ou à des projets présentant certaines caractéristiques techniques conformément aux priorités définies dans le Plan Air Climat Énergie visé dans le décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone. "

CHAPITRE VIII. — *Modifications du Code du Développement territorial*

Art. 13. L'article D.IV.22 du Code du Développement territorial, modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2023, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Le permis est délivré par le fonctionnaire délégué lorsqu'il concerne exclusivement une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW ou une pompe à chaleur. "

Art. 14. L'article D.IV.35 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2023, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

" Par dérogation aux alinéas 1^{er} à 6, les demandes exclusivement relatives à une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW ou une pompe à chaleur non géothermique de moins de 50 MW ne peuvent pas faire l'objet en première instance d'une demande d'avis.

L'alinéa 7 n'est pas applicable pour une demande exclusivement relative à une pompe à chaleur de moins de 50 MW qui concerne un bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine ou situé dans une zone de protection au sens du Code wallon du Patrimoine. "

Art. 15. L'article D.IV.36 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Par dérogation à l'alinéa 3, l'avis du collège communal n'est pas sollicité pour les permis qui concernent exclusivement une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW ou une installation de pompe à chaleur non géothermique de moins de 50 MW sauf si cette dernière concerne un bien classé ou assimilé, pastillé à l'inventaire régional du patrimoine ou situé dans une zone de protection au sens du Code wallon du Patrimoine. "

Art. 16. Dans le même Code, l'article D.IV.40, modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2023, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

" § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les demandes qui portent exclusivement sur une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW ne sont pas soumises à enquête publique ni à annonce de projet.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} à 4, les demandes qui portent exclusivement sur une pompe à chaleur non géothermique de moins de 50 MW ne sont pas soumises à enquête publique ni à annonce de projet. "

Art. 17. L'article D.IV.48 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2023, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

" Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 4, pour le permis qui concerne exclusivement une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW ou une installation de pompe à chaleur non géothermique de moins de 50 MW, la décision du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant le permis est simultanément envoyée au collège communal et au demandeur dans les trente jours à dater du jour où le fonctionnaire délégué a envoyé l'accusé de réception visé à l'article D.IV.33 ou, à défaut, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer l'accusé de réception.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 4, pour le permis qui concerne exclusivement une installation de pompe à chaleur géothermique de moins de 50 MW, la décision du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant le permis est simultanément envoyée au collège communal et au demandeur dans les nonante jours à dater du jour où le fonctionnaire délégué a envoyé l'accusé de réception visé à l'article D.IV.33 ou, à défaut, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer l'accusé de réception.

Les alinéas 5 et 6 ne sont pas applicables lorsque la demande concerne une pompe à chaleur sur un bien classé ou assimilé, pastillé à l'inventaire régional du patrimoine ou situé dans une zone de protection au sens du Code wallon du Patrimoine. "

Art. 18. Dans le même Code, l'article D.IV.49, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

" § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, pour les demandes de permis portant exclusivement sur une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW, le permis est réputé octroyé lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé sa décision au demandeur dans le délai visé à l'article D.IV.48, alinéa 5, et à condition que la capacité de l'équipement d'énergie solaire ne dépasse pas la capacité existante de raccordement au réseau de distribution. "

Art. 19. Dans l'article D.IV.53 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 28 septembre 2023, l'alinéa 4 est complété par les mots ", à l'exception du permis relatif exclusivement à une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW. "

Art. 20. Dans l'article D.IV.67 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 28 septembre 2023, l'alinéa 4 est complété par les mots ", à l'exception du permis relatif exclusivement à une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW. "

CHAPITRE IX. — *Modifications de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature*

Art. 21. Dans la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, il est inséré un chapitre III/1 intitulé " Dispositions particulières relatives aux énergies renouvelables. "

Art. 22. Dans le chapitre III/1 de la même loi, inséré par l'article 21, il est inséré un article 31bis/1 rédigé comme suit :

" Art. 31bis/1. Dans le cadre de la procédure d'octroi de permis, la planification, la construction et l'exploitation d'installations d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, le raccordement de ces installations au réseau, le réseau connexe proprement dit et les actifs de stockage sont présumés relever de l'intérêt public majeur et de l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques lors de la mise en balance des intérêts juridiques dans les cas individuels aux fins des articles 5, § 2, 1^o, § 3, 3^o, et 29, § 2, alinéa 4.

Dans des circonstances spécifiques dûment justifiées, le Gouvernement peut restreindre l'application du présent article à certaines parties du territoire, à certains types de technologie ou à des projets présentant certaines caractéristiques techniques conformément aux priorités définies dans le Plan Air Climat Énergie visé dans le décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone. "

Art. 23. Dans le même chapitre III/1 de la même loi, il est inséré un article 31bis/2 rédigé comme suit :

" Art. 31bis/2. Lorsque de nouvelles mesures d'atténuation visant à prévenir autant que possible la mise à mort ou la perturbation d'espèces protégées en vertu des articles 2, 2bis, 3 et 29, ou toute autre incidence sur l'environnement, n'ont pas été largement testées en ce qui concerne leur efficacité, l'autorité compétente peut autoriser son utilisation pour un ou plusieurs projets pilotes pour une période limitée, à condition que l'efficacité de ces mesures d'atténuation soit étroitement contrôlée et que des mesures appropriées soient prises immédiatement si elles s'avèrent inefficaces. "

Art. 24. Dans le même chapitre III/1 de la même loi, il est inséré un article 31bis/3 rédigé comme suit :

" Art. 31bis/3. Lorsqu'un projet d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables comporte les mesures d'atténuation nécessaires, toute mise à mort ou perturbation visée aux articles 2 et 2bis n'est pas considérée comme intentionnelle. "

Art. 25. Dans le même chapitre III/1 de la même loi, il est inséré un article 31bis/4 rédigé comme suit :

" Art. 31bis/4. Sans préjudice de l'article D.65/2, § 4, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, par dérogation à l'article 29, § 2, tout projet soumis à permis pour une installation d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, les nouvelles demandes pour des installations d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, y compris les installations qui combinent différents types de technologie en matière d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables et le rééquipement de centrales électriques utilisant des sources d'énergie renouvelable visée à l'article 2, 1^o, du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, situé dans une zone d'accélération d'énergies renouvelables désignée en vertu du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables ne fait pas l'objet d'une évaluation des incidences sur les sites Natura 2000, pour autant que le projet respecte les règles établies en application de l'article 4, § 2, b), du décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables. "

CHAPITRE X. — Modifications du Code wallon du Patrimoine

Art. 26. Dans l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, l'alinéa 3 est complété par les mots ", à l'exception des actes et travaux relatifs exclusivement à une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW "

Art. 27. Dans l'article D.38 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, sont insérés les 10^o et 11^o rédigés comme suit :

" 10^o lorsque la demande porte exclusivement sur l'installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW;

11^o lorsque la demande porte exclusivement sur l'installation d'une pompe à chaleur. ";

2^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le service désigné par le Gouvernement ne soumet pas à réunion de patrimoine la demande qui porte exclusivement sur l'installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW visée à l'alinéa 1^{er}, 10^o. "

Art. 28. Dans l'article D.47 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, le Gouvernement notifie au demandeur sa décision concernant la demande d'autorisation patrimoniale dans un délai de quarante jours à compter de l'envoi de l'accusé de réception de la demande complète ou, par exception, dans un délai de trente jours pour une demande visée à l'article D.38, alinéa 1^{er}, 10^o. Le Gouvernement communique une copie de sa décision à la Commission et à la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien. ";

2^o il est inséré deux alinéas rédigés comme suit entre les alinéas 3 et 4 :

" Par dérogation aux alinéas 2 et 3, dans l'hypothèse où la demande porte exclusivement sur des projets d'énergie renouvelable, le Gouvernement notifie au demandeur sa décision concernant la demande d'autorisation patrimoniale dans un délai de six mois à compter de l'envoi de l'accusé de réception de la demande complète ou, par exception, dans un délai de trois mois pour une demande portant exclusivement sur le rééquipement de centrales électriques utilisant des sources d'énergie renouvelable, pour les nouvelles installations d'une puissance électrique inférieure à 150 kW et pour le stockage colocalisé de l'énergie, ainsi que pour le raccordement de ces centrales, installations et stockage au réseau. Le Gouvernement communique une copie de sa décision à la Commission et à la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien.

Pour les demandes visées à l'article D.38, alinéa 1^{er}, 10^o, l'autorisation patrimoniale est réputée octroyée lorsque le Gouvernement n'a pas notifié sa décision au demandeur dans le délai de trente jours visé à l'alinéa 2 et à condition que la capacité de l'équipement d'énergie solaire ne dépasse pas la capacité existante de raccordement au réseau de distribution. Le Gouvernement en avertit simultanément le demandeur, la Commission et la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien. "

Art. 29. Dans l'article D.48, § 1^{er}, du même Code, l'alinéa 3 est complété par les mots ", à l'exception du permis relatif exclusivement à une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW "

Art. 30. Dans l'article D.51, § 1^{er}, du même Code, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

” Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque la réalisation des actes et travaux qui ont fait l'objet de l'autorisation patrimoniale octroyée requiert l'obtention d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'environnement ou d'un permis unique, la demande de permis est introduite dans les dix-huit mois de la date d'octroi de l'autorisation patrimoniale lorsque la demande porte exclusivement sur des projets d'énergie renouvelable ou dans les six mois pour une demande portant exclusivement sur le rééquipement de centrales électriques utilisant des sources d'énergie renouvelable, pour les nouvelles installations d'une puissance électrique inférieure à 150 kW et pour le stockage colocalisé de l'énergie, ainsi que pour le raccordement de ces centrales, installations et stockage au réseau.

Les alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables pour les actes et travaux relatifs exclusivement à une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW. ”.

Art. 31. Dans l'article D.52, alinéa 1^{er}, du même Code, le 2^o est complété par les mots ”, à l'exception du permis relatif exclusivement à une installation d'équipements d'énergie solaire d'une capacité inférieure ou égale à 15 kW ”.

CHAPITRE 11. — *Disposition transitoire*

Art. 32. La demande de permis d'urbanisme, de permis d'environnement, de permis unique ou d'autorisation patrimoniale dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à cette date.

La demande de permis d'urbanisme, de permis d'environnement et de permis unique dont l'accusé de réception est antérieur à l'entrée en vigueur des zones d'accélération des énergies renouvelables désignées conformément à l'article 4 poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à cette date.

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 29 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1629 (2023-2024) N° 1 à 6

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 avril 2024

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/204576]

29. APRIL 2024 — Dekret über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Einleitende Bestimmungen*

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie (EU) 2023/2413 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Oktober 2023 zur Änderung der Richtlinie (EU) 2018/2001, der Verordnung (EU) 2018/1999 und der Richtlinie 98/70/EG im Hinblick auf die Förderung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Aufhebung der Richtlinie (EU) 2015/652 des Rates teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:

1° "Energie aus erneuerbaren Quellen" oder "erneuerbare Energie": Energie, die aus erneuerbaren, nichtfossilen Quellen erzeugt wird, d.h. Windenergie, Sonnenenergie (Solarthermie und Photovoltaik) und geothermische Energie, Salzgradient-Energie, Umgebungsenergie, Gezeiten-, Wellen- und sonstige Meeresenergien, Wasserkraft, Biomasse, Deponiegas, Klärgas und Biogas;

2° "Beschleunigungsgebiet für erneuerbare Energien": ein bestimmter Ort oder ein bestimmtes Gebiet an Land oder in Binnengewässern, den bzw. das die Regierung als besonders geeignet für die Errichtung von Anlagen für erneuerbare Energie aus erneuerbaren Quellen, mit Ausnahme von Biomasseanlagen, bestimmt hat;

3° "Solarenergieanlagen": eine Anlage zur Umwandlung von Sonnenenergie in thermische oder elektrische Energie, insbesondere Solarthermie- und Photovoltaikanlagen;

4° "innovative Technologie im Bereich erneuerbare Energie": eine Technologie zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen, durch die auf mindestens eine Weise eine vergleichbare, auf dem neuesten Stand der Technik befindliche Technologie im Bereich erneuerbare Energie verbessert wird oder die eine nicht vollständig kommerzialisierte und eindeutig mit einem Risiko verbundene Technologie im Bereich erneuerbare Energie nutzbar macht;

5° "Energiespeicher am selben Standort": eine Kombination aus einer Energiespeicheranlage und einer Anlage zur Erzeugung von erneuerbarer Energie, die an denselben Netzanschlusspunkt angeschlossen sind.

KAPITEL II — Erfassung der Gebiete, die für die nationalen Beiträge zum Gesamtziel der Europäischen Union für erneuerbare Energie für 2030 notwendig sind

Art. 3 - § 1. Die Regierung führt eine koordinierte kartographische Erfassung im Hinblick auf den Einsatz erneuerbarer Energien auf dem Gebiet der Wallonischen Region durch, um das regionale Potenzial und die verfügbaren Flächen an Land, unterirdisch oder in Binnengewässern zu ermitteln, die für die Errichtung von Anlagen für erneuerbare Energien und die damit zusammenhängenden Infrastrukturen, wie Netz- und Speicheranlagen, einschließlich Wärmespeicher, erforderlich sind und die benötigt werden, um mindestens den regionalen Beitrag zur Erreichung des Gesamtziels der Europäischen Union für erneuerbare Energien bis 2030 zu leisten, das in Artikel 3 Absatz 1 der Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen festgelegt ist. Zu diesem Zweck stützt sich die Regierung auf die Dokumente oder Pläne zur Raumordnung.

Die Regierung sorgt bei der Erfassung für die Koordination zwischen allen betroffenen Behörden und lokalen Stellen, einschließlich der Netzbetreiber.

Die Regierung stellt sicher, dass diese Gebiete, einschließlich der bestehenden Anlagen zur Erzeugung erneuerbarer Energie und Kooperationsmechanismen, mit den erwarteten Zielpfaden und der geplanten installierten Gesamtleistung der jeweiligen Technologie erneuerbarer Energie im Einklang stehen, die im Luft-Klima-Energieplan aufgeführt sind, der im Dekret vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität genannt wird.

§ 2. Bei der Ermittlung der in Paragraph 1 genannten Gebiete berücksichtigt die Regierung insbesondere Folgendes:

a) die Verfügbarkeit von Energie aus erneuerbaren Quellen und das Potenzial der verschiedenen Arten von Technologien zur Erzeugung erneuerbarer Energie an Land, unterirdisch oder in Binnengewässern;

b) die prognostizierte Energienachfrage unter Berücksichtigung der potenziellen Flexibilität der aktiven Laststeuerung, der erwarteten Effizienzgewinne sowie der Energiesystemintegration;

c) die Verfügbarkeit der relevanten Energieinfrastruktur, einschließlich der Netzinfrastruktur und der Speicheranlagen und anderer Flexibilitätsinstrumente, oder die Möglichkeiten zum Bau oder zur Modernisierung dieser Netzinfrastruktur und Speicheranlagen.

§ 3. Die Regierung begünstigt die Mehrfachnutzungen der in Paragraph 1 genannten Gebiete. Projekte im Bereich erneuerbare Energien sind mit den bereits bestehenden Nutzungen dieser Gebiete vereinbar.

§ 4. Die Regierung überprüft regelmäßig und aktualisiert gegebenenfalls die in Paragraph 1 genannten Gebiete, insbesondere anlässlich der Aktualisierungen des im Dekret zur CO₂-Neutralität vom 16. November 2023 genannten Luft-Klima-Energieplans.

KAPITEL III — Beschleunigungsgebiete für erneuerbare Energien

Art. 4 - § 1. Die Regierung verabschiedet einen oder mehrere Pläne, in denen als Untergruppe der in Artikel 3 genannten Gebiete Beschleunigungsgebiete für erneuerbare Energien für eine oder mehrere der Arten von Energiequellen, mit Ausnahme von Anlagen zur Verfeuerung von Biomasse, ausgewiesen werden.

Die Regierung entscheidet über die Größe der Beschleunigungsgebiete für erneuerbare Energien unter Berücksichtigung der Besonderheiten und Anforderungen der betreffenden Art bzw. Arten von Technologien. Die Regierung ist bestrebt, sicherzustellen, dass die Größe dieser Gebiete insgesamt bedeutend ist und dass sie zur Verwirklichung der Ziele beitragen, die im Luft-Klima-Energieplan festgelegt sind, der im Dekret vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität genannt wird.

Bei der Erstellung dieses Plans bzw. dieser Pläne sorgt die Regierung für eine Koordination zwischen allen betroffenen lokalen Behörden und Stellen, einschließlich des bzw. der Netzbetreiber(s).

§ 2. In den in Paragraph 1 genannten Plänen:

a) weist die Regierung ausreichend homogene Land- und/oder Binnengewässergebiete aus, in denen der Einsatz eines oder mehrerer spezifischer Typen erneuerbarer Energiequellen nach Paragraph 1 in Anbetracht der Besonderheiten des ausgewählten Gebiets keine erheblichen Umweltauswirkungen haben sollte, während sie:

i) vorrangig künstliche und versiegelte Flächen wie Dächer und Fassaden von Gebäuden, Verkehrsinfrastrukturflächen und ihre unmittelbare Umgebung, Parkplätze, landwirtschaftliche Betriebe, Abfalldeponien, Industriestandorte, Bergwerke, künstliche Binnengewässer, Seen oder Reservoirs und, gegebenenfalls, kommunale Abwasserbehandlungsanlagen sowie vorbelastete Flächen, die nicht für die Landwirtschaft genutzt werden können, auswählt;

ii) Natura-2000-Gebiete und Gebiete, die gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zum Schutz der Natur und der biologischen Vielfalt ausgewiesen wurden, Hauptvogelzugrouten und andere Gebiete, die auf der Grundlage von Sensibilitätskarten und mit den unter Punkt iii genannten Instrumenten ermittelt wurden, ausschließt, mit Ausnahme künstlicher und bebauter Flächen wie Dächern, Parkplätzen oder Verkehrsinfrastruktur, die sich in diesen Gebieten befinden;

iii) alle geeigneten und verhältnismäßigen Instrumente und Datensätze nutzt, um die Gebiete zu ermitteln, in denen keine erheblichen Umweltauswirkungen durch Anlagen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen zu erwarten wären, einschließlich der Sensibilitätskarten der wildlebenden Tiere und Pflanzen, wobei sie die im Zusammenhang mit der Entwicklung eines kohärenten Natura-2000-Netzes verfügbaren Daten, sowohl in Bezug auf Lebensraumtypen und Arten gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates als auch in Bezug auf gemäß der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates geschützte Vögel und Gebiete, berücksichtigt;

iv) klassifizierte und gleichgestellte Güter im Sinne des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe ausschließt;

b) für die Beschleunigungsgebiete für erneuerbare Energie geeignete Regeln für wirksame Minderungsmaßnahmen festlegt, die bei der Errichtung von Anlagen zur Erzeugung erneuerbarer Energie und von Energiespeichern am selben Standort sowie der für den Anschluss solcher Anlagen und Speicher an das Netz erforderlichen Anlagen, zu ergreifen sind, um mögliche negative Umweltauswirkungen zu vermeiden oder, falls dies nicht möglich ist, erheblich zu verringern, wobei gegebenenfalls die Regierung sicherstellt, dass geeignete Minderungsmaßnahmen verhältnismäßig und zeitnah durchgeführt werden, damit die Verpflichtungen gemäß Artikel 6 Absatz 2 und Artikel 12 Absatz 1 der Richtlinie 92/43/EWG, Artikel 5 der Richtlinie 2009/147/EWG und Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe a Punkt i der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates eingehalten werden und keine Verschlechterung eintritt und ein guter ökologischer Zustand oder ein gutes ökologisches Potenzial gemäß Artikel D.22 Paragraf 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erreicht wird.

Die in Absatz 1 Buchstabe b genannten Regeln richten sich nach den Besonderheiten jedes ermittelten Beschleunigungsgebiets für erneuerbare Energien, der bzw. den Arten von Technologien für erneuerbare Energien, die in jedem Gebiet eingesetzt werden sollen, und den festgestellten Umweltauswirkungen.

Bei Einhaltung der in Absatz 1 Buchstabe b genannten Regeln und bei der Durchführung geeigneter Minderungsmaßnahmen im Rahmen der einzelnen Projekte wird davon ausgegangen, dass die Projekte nicht gegen diese Bestimmungen verstoßen, unbeschadet des Artikels D.65/2 des Buches I des Umweltgesetzbuches.

In den in Absatz 1 genannten Plänen zur Ausweisung von Beschleunigungsgebieten für erneuerbare Energien erläutert die Regierung die Prüfung, die vorgenommen wurde, um jedes ausgewiesene Beschleunigungsgebiet für erneuerbare Energien auf der Grundlage der in Absatz 1 Buchstabe a genannten Kriterien zu ermitteln und geeignete Minderungsmaßnahmen festzulegen.

§ 3. Vor ihrer Annahme werden Pläne, die Beschleunigungsgebiete für erneuerbare Energien ausweisen, einer Umweltprüfung gemäß Kapitel II von Teil V des Buches I des Umweltgesetzbuches unterzogen und, wenn sie wahrscheinlich erhebliche Auswirkungen auf Natura-2000-Gebiete haben, einer angemessenen Prüfung gemäß dem Gesetz über die Erhaltung der Natur vom 12. Juli 1973 unterzogen.

KAPITEL IV — Gebiete für Netz- und Speicherinfrastrukturen, die für die Integration erneuerbarer Energien in das Stromsystem erforderlich sind

Art. 5 -Die Regierung kann einen oder mehrere Pläne zur Ausweisung spezieller Infrastrukturgebiete für die Umsetzung von Netz- und Speicherprojekten verabschieden, die für die Integration von erneuerbarer Energie in das Stromsystem erforderlich sind, wenn durch diese Umsetzung keine erhebliche Umweltauswirkung zu erwarten ist, eine solche Auswirkung angemessen vermindert oder, wenn dies nicht möglich ist, ausgeglichen werden kann.

Ziel dieser Gebiete ist es, die in Artikel 4 genannten Beschleunigungsgebiete für erneuerbare Energien zu unterstützen und zu ergänzen. Diese Pläne:

a) meiden bei Netzprojekten Natura-2000-Gebiete und Gebiete, die im Rahmen des Schutzes für die Erhaltung der Natur und der biologischen Vielfalt gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur ausgewiesen sind, es sei denn, es gibt in Anbetracht der Ziele des Gebiets keine verhältnismäßigen Alternativen für die Umsetzung dieser Projekte;

b) schließen für Speicherprojekte Natura-2000-Gebiete und Gebiete aus, die im Rahmen des Schutzes für die Erhaltung der Natur und der biologischen Vielfalt gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur ausgewiesen sind;

c) schließen klassifizierte und gleichgestellte Güter im Sinne des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe aus;

d) gewährleisten Synergien mit der Ausweisung der in Artikel 4 genannten Beschleunigungszonen für erneuerbare Energien;

e) werden einer Umweltprüfung gemäß Kapitel II von Teil V des Buches I des Umweltgesetzbuches und gegebenenfalls einer angemessenen Prüfung in Anwendung vom Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur unterzogen;

f) legen geeignete und verhältnismäßige Regeln fest, auch für verhältnismäßige Minderungsmaßnahmen, die bei der Umsetzung von Netz- und Speicherprojekten zu ergreifen sind, um negative Umweltauswirkungen zu vermeiden oder, falls sich solche Auswirkungen nicht vermeiden lassen, erheblich zu verringern.

Bei der Erstellung dieser Pläne konsultiert die Regierung die betroffenen Betreiber von Infrastruktursystemen und sorgt für eine Koordinierung zwischen allen betroffenen lokalen Behörden und Stellen, einschließlich des bzw. der Netzbetreiber(s).

KAPITEL V — Abänderungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 6 - In Artikel 20 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Abweichend von Absatz 1 sendet der technische Beamte, wenn der Antrag auf ein in Artikel D.65/2 des Buches I des Umweltgesetzbuches genanntes Projekt für erneuerbare Energien abzielt, dem Antragsteller die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt des Antrags gemäß Artikel 18 zu.“;

2° in Paragraf 3 wird zwischen die Wortfolge „der ergänzenden Unterlagen“ und die Wortfolge „seinen über die Vollständigkeit“ die Wortfolge „oder innerhalb von dreißig Tagen in den in Paragraf 1 Absatz 3 genannten Fällen,“ eingefügt;

3° in Paragraf 4 wird die Wortfolge „unter Einhaltung der in § 1, 1 Absatz 1 und § 2, Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in § 3 vorgesehenen Frist,“ durch die Wortfolge „unter Einhaltung der in Paragraf 1 und Paragraf 2 Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder, gegebenenfalls, innerhalb der in Paragraf 3 vorgesehenen Fristen“ ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 86 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Abweichend von Absatz 1 senden der technische Beamte und der beauftragte Beamte, wenn der Antrag auf ein in Artikel D.65/2 des Buches I des Umweltgesetzbuches genanntes Projekt für erneuerbare Energien abzielt, dem Antragsteller die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem der technische Beamte den Antrag gemäß Artikel 84 erhalten hat, zu.“;

2° in Paragraf 3 wird zwischen die Wortfolge "die ergänzenden Unterlagen erhalten hat" und die Wortfolge ", senden er und der" die Wortfolge ", oder innerhalb von dreißig Tagen in den in Paragraf 1 Absatz 3 genannten Fällen" eingefügt;

3° in Paragraf 4 wird die Wortfolge "unter Einhaltung der in § 1, 1Absatz 1 und § 2, Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in § 3 vorgesehenen Frist," durch die Wortfolge "unter Einhaltung der in Paragraf 1 und Paragraf 2 Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder, gegebenenfalls, innerhalb der in Paragraf 3 vorgesehenen Fristen" ersetzt.

KAPITEL VI — *Abänderungen des Buches I des Umweltgesetzbuches*

Art. 8 - Artikel D.65 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch einen Paragrafen 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 7. Der vorliegende Artikel gilt nicht für Genehmigungsanträge, die sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW oder eine nicht geothermische Wärmepumpe mit einer Kapazität von weniger als 50 MW beziehen.

Absatz 1 gilt nicht für den Antrag in Bezug auf eine nicht geothermische Wärmepumpe von weniger als 50 MW, die ein unter Denkmalschutz gestelltes oder gleichgestelltes Gut betrifft, das im regionalen Inventar des Erbes eingetragen ist oder sich in einem Schutzgebiet im Sinne des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe befindet. ". "

Art. 9 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.65/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.65/1 - § 1. Im Sinne des vorliegenden Artikels gilt als Repowering: die Modernisierung von Kraftwerken, die erneuerbare Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien erzeugen, der vollständige oder teilweise Austausch von Anlagen oder Systemen und Betriebsmitteln mit dem Ziel, die Kapazität zu ändern oder die Effizienz oder die Kapazität der Anlage zu erhöhen.

§ 2. Wenn das Repowering einer auf erneuerbarer Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien basierenden Anlage der in Artikel D.65/2 § 2 vorgesehenen Vorprüfung, einer in Artikel D.65 vorgesehenen Analyse der Notwendigkeit einer Umweltverträglichkeitsprüfung oder einer in Anwendung von Artikel D.64 vorgesehenen Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen wird, so beschränkt sich diese Vorprüfung, diese Analyse oder diese Umweltverträglichkeitsprüfung auf die potenziellen Auswirkungen, die sich aus einer Änderung oder Erweiterung gegenüber dem ursprünglichen Projekt ergeben.

Wenn das Projekt zum Repowering von Solaranlagen keinen zusätzlichen Platzbedarf verursacht und den für die ursprüngliche Solaranlage festgelegten anwendbaren Maßnahmen zur Minderung der Umweltauswirkungen entspricht, ist das Projekt von jeglicher Pflicht zur Durchführung einer in Artikel D.65/2 § 2 vorgesehenen Vorprüfung, zur in Artikel D.65 vorgesehenen Analyse der Notwendigkeit einer Umweltverträglichkeitsprüfung oder zur Durchführung einer in Anwendung von Artikel D.64 vorgesehenen Umweltverträglichkeitsprüfung befreit. Bei dieser Art von Projekt gibt die Umweltverträglichkeitsprüfungsnotiz Auskunft darüber, inwiefern der Antrag den anwendbaren Maßnahmen zur Minderung der Umweltauswirkungen entspricht, die für die ursprüngliche Solaranlage festgelegt wurden.

§ 3. Wenn die Integration erneuerbarer Energie gemäß Artikel 2 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien im Stromsystem ein Projekt zur Verstärkung der Netzinfrastruktur in oder außerhalb von Gebieten mit spezifischer Infrastruktur gemäß Artikel 5 desselben Dekrets erfordert und dieses Projekt einer in Anwendung von Artikel D.65/2 durchgeführten Vorprüfung, einer Analyse, ob das Projekt eine in Artikel D.65 vorgesehene Umweltverträglichkeitsprüfung erfordert, oder einer in Anwendung von Artikel D.64 vorgesehene Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen wird, so beschränkt sich diese Vorprüfung, diese Analyse oder diese Umweltverträglichkeitsprüfung auf die potenziellen Auswirkungen, die sich aus der Änderung oder Erweiterung gegenüber der ursprünglichen Netzinfrastruktur ergeben. ". "

Art. 10 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.65/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.65/2 - § 1. Der Antrag auf Genehmigung eines Projekts für eine oder mehrere Anlagen für erneuerbare Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien, einschließlich Anlagen, die verschiedene Arten von Technologie für erneuerbare Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien kombinieren, und das Repowering von Kraftwerken, die erneuerbare Energiequellen gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien nutzen, sowie der Anschlusses dieser Anlagen und Speicher an das Netz, das sich in einem Beschleunigungsgebiet für erneuerbare Energien befindet, das gemäß dem Dekret vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien für die betreffende Technologie und die Energiespeicher am selben Standort ausgewiesen wurde und nicht in Artikel D.65 § 7 genannt ist, ist von der Umweltverträglichkeitsprüfung befreit, sofern der Antrag die nach Artikel 4 § 2 Buchstabe b des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien festgelegten Regeln erfüllt.

Bei dieser Art von Projekt gibt die Umweltverträglichkeitsprüfungsnotiz Auskunft darüber, inwiefern der Antrag die in Absatz 1 genannten Regeln einhält, und beschreibt jede zusätzliche Maßnahme, die der Antragsteller ergreift, sowie die Art und Weise, wie diese Maßnahmen die Umweltauswirkungen beheben.

Bei dieser Art von Projekt wird abweichend von Artikel 83 Absatz 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung der an die Bürger gerichtete Aufruf zur Interessebekundung spätestens 6 Monate vor der Einreichung des Genehmigungsantrags organisiert und der Bericht über den an die lokalen Behörden gerichteten Aufruf zur Interessebekundung spätestens 6 Monate vor der Einreichung des Genehmigungsantrags abgeschlossen. Die Regierung legt die Modalitäten des Aufrufs zur Interessebekundung, der eine öffentliche Informationsversammlung beinhaltet, die Form und den Inhalt des Berichts über den Aufruf zur Interessebekundung sowie die Modalitäten der Beteiligungsangebote fest, die darauf abzielen, die Öffnung der Projekte zu Bedingungen, die den Marktbedingungen entsprechen, zu gewährleisten.

Die in Absatz 1 genannte Befreiung gilt nicht für Anträge, die erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union haben könnten, oder wenn eine andere Region oder ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union, die bzw. der erheblich beeinträchtigt werden könnte, dies beantragt.

§ 2. Bezieht sich ein Genehmigungsantrag auf ein in Paragraf 1 Absatz 1 genanntes Projekt, so führt die für die Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte zuständige Behörde eine Vorprüfung durch, um festzustellen, ob das Projekt mit hoher Wahrscheinlichkeit erhebliche unvorhergesehene negative Auswirkungen haben könnte, in Anbetracht der ökologischen Sensibilität des geografischen Gebiets, in dem es sich befindet, die nicht bei der Umweltprüfung der Pläne zur Ausweisung der Beschleunigungsgebiete für erneuerbare Energien gemäß Artikel 4 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien ermittelt

worden sind. Diese Vorprüfung dient auch dazu festzustellen, ob das Projekt in den Anwendungsbereich von Artikel D.29-11 fällt, weil es erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union haben könnte oder weil eine andere Region oder ein anderer EU-Mitgliedstaat dies beantragt hat.

Für die Zwecke der Vorprüfung kann die für die Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte zuständige Behörde die Stellungnahme jeder von ihr ersuchten Stelle einholen. Diese Behörde kann den Antragsteller auffordern, zusätzliche Informationen, die ihm zur Verfügung stehen, vorzulegen.

§ 3. Nach der in Paragraf 2 genannten Vorprüfung kann die für die Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte zuständige Behörde mit einer auf klaren Beweisen beruhenden Begründung entscheiden, dass das Projekt in Anbetracht der ökologischen Sensibilität des geografischen Gebiets, in dem das Projekt sich befindet, mit hoher Wahrscheinlichkeit erhebliche unvorhergesehene negative Auswirkungen haben könnte, die nicht durch die in den Plänen zur Ausweisung des betreffenden Beschleunigungsgebiets für erneuerbare Energien festgelegten Maßnahmen oder durch die vom Antragsteller vorgeschlagenen Maßnahmen gemindert werden kann.

Gegebenenfalls schließt die für die Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte zuständige Behörde die Entscheidung nach Absatz 1 in ihre Entscheidung über die Erklärung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags ein, und zwar unter den Bedingungen und nach den Modalitäten, die in den in Artikel D.49 genannten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen festgelegt sind.

Die in Absatz 1 genannte Entscheidung wird der Öffentlichkeit gemäß Kapitel III von Titel I des Teils III oder, gegebenenfalls, nach den durch die Gesetze, Dekrete und Verordnungen vorgesehenen Modalitäten, die für die in Artikel D.49 genannte Genehmigung gelten, zugänglich gemacht.

§ 4. In dem in Paragraf 3 genannten Fall reicht der Antragsteller innerhalb von 180 Tagen nach Erhalt der in Paragraf 3 genannten Entscheidung eine Umweltverträglichkeitsstudie in Anwendung des vorliegenden Kapitels und, gegebenenfalls, eine angemessene Umweltverträglichkeitsprüfung in Anwendung des Gesetzes über die Erhaltung der Natur vom 12. Juli 1973 ein. Innerhalb dieser Frist kann der Antragsteller im Falle von ordnungsgemäß begründeten außergewöhnlichen Umständen eine Verlängerung der Frist um maximal weitere 180 Tage beantragen. Wird die Umweltverträglichkeitsstudie oder die angemessene Umweltverträglichkeitsprüfung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingereicht, verfällt der Genehmigungsantrag.

Die Prüfung des Genehmigungsantrags wird ab dem Zeitpunkt der Versendung der Entscheidung über die Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Akte, die die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie oder einer angemessenen Umweltverträglichkeitsprüfung erfordern, bis zum Tag des Erhalts der Umweltverträglichkeitsstudie oder der vollständigen angemessenen Umweltverträglichkeitsprüfung ausgesetzt, wobei dieser Tag in die Aussetzungsfrist eingeschlossen ist.

Unter begründeten Umständen, einschließlich wenn es erforderlich ist, den Einsatz erneuerbarer Energien gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien zu beschleunigen, um die Ziele im Bereich Klima und erneuerbare Energien gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien zu erreichen, kann die Regierung Windenergie- und Photovoltaikprojekte von der Umweltverträglichkeitsstudie befreien.

Wenn die Regierung Windenergie- und Photovoltaikprojekte von diesen Prüfungen befreit, ergreift der Antragsteller verhältnismäßige Minderungsmaßnahmen oder, falls solche Minderungsmaßnahmen nicht verfügbar sind, Ausgleichsmaßnahmen, die, falls andere verhältnismäßige Ausgleichsmaßnahmen nicht verfügbar sind, in Form eines finanziellen Ausgleichs erfolgen können, um etwaige negative Auswirkungen zu beheben. Wirken sich diese negativen Auswirkungen auf den Artenschutz aus, so zahlt der Betreiber für die Dauer des Betriebs der Anlage für erneuerbare Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien einen finanziellen Ausgleich zugunsten von Artenschutzprogrammen, um den Erhaltungszustand der betroffenen Arten zu sichern oder zu verbessern. Die Regierung bestimmt für das Projekt die Minderungsmaßnahmen, die Ausgleichsmaßnahmen und die Art und Weise der Schätzung des Ausgleichs näher, je nach Art der Infrastruktur und Ausmaß der erwarteten Folgen.

§ 5. Die Regierung kann in begründeten Fällen, insbesondere wenn dies zur Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien zur Erreichung der Ziele im Bereich Klima und erneuerbare Energien erforderlich ist, den Genehmigungsantrag für Netz- und Speicherprojekte, die für die Integration erneuerbarer Energien in das Stromsystem erforderlich sind, von der Umweltverträglichkeitsprüfung befreien, einschließlich der Prüfung, die im Gesetz über die Erhaltung der Natur vom 12. Juli 1973 genannt ist, sofern das Netz- oder Speicherprojekt sich in einem spezifischen Infrastrukturgebiet befindet, das in Artikel 5 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien ausgewiesen ist, und die festgelegten Regeln einhält, auch in Bezug auf die zu ergreifenden verhältnismäßigen Minderungsmaßnahmen gemäß Absatz 2 Buchstabe f desselben Artikels 5.

Die in Absatz 1 genannte Befreiung gilt nicht für Anträge, die erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union haben könnten, oder wenn eine andere Region oder ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union, die bzw. der erheblich beeinträchtigt werden könnte, dies beantragt.

Wenn die Regierung Netz- und Speicherprojekte aufgrund des vorliegenden Paragrafen von den betreffenden Prüfungen befreit, führt die für die Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte zuständige Behörde eine Vorprüfung durch, um festzustellen, ob das Projekt in Anbetracht der ökologischen Sensibilität der geografischen Gebiete, in denen es sich befindet, mit hoher Wahrscheinlichkeit erhebliche unvorhergesehene negative Auswirkungen haben könnte, die bei der Umweltprüfung der Pläne zur Ausweisung der spezifischen Infrastrukturgebiete gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien nicht ermittelt worden sind. Diese Vorprüfung stützt sich auf die vorhandenen Daten aus der Umweltverträglichkeitsprüfung dieser Pläne.

Wird bei der Vorprüfung festgestellt, dass das Projekt mit hoher Wahrscheinlichkeit erhebliche unvorhergesehene negative Auswirkungen gemäß dem vorstehenden Absatz haben könnte, so stellt die zuständige Behörde auf der Grundlage der vorhandenen Daten sicher, dass verhältnismäßige und angemessene Minderungsmaßnahmen ergriffen werden, um diese Auswirkungen zu beheben. Wenn es nicht möglich ist, solche Minderungsmaßnahmen anzuwenden, so stellt die zuständige Behörde sicher, dass der Antragsteller angemessene Ausgleichsmaßnahmen zur Behebung der Auswirkungen ergreift, die, wenn andere verhältnismäßige Ausgleichsmaßnahmen nicht verfügbar sind, in Form eines finanziellen Ausgleichs zugunsten von Artenschutzprogrammen erfolgen können, die darauf abzielen, den Erhaltungszustand der betroffenen Arten zu sichern oder zu verbessern. ”.

Art. 11 - In demselben Gesetzbuch, wird Artikel D.69, der durch das Dekret vom 24. Mai 2018 abgeändert wurde, dessen gegenwärtiger Text den Paragraphen 1 bilden wird, um einen Paragraphen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 2. Abweichend von Paragraph 1 für Projekte im Zusammenhang mit einer Anlage für erneuerbare Energien gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien, die außerhalb eines gemäß dem Dekret vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien ausgewiesenen Beschleunigungsgebiets für erneuerbare Energien liegen, gibt die für die Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte zuständige Behörde unter Berücksichtigung der vom Antragsteller vorgelegten Informationen eine Stellungnahme zum Umfang und Detaillierungsgrad der in der Umweltverträglichkeitsstudie enthaltenen Informationen ab.

Zu diesem Zweck kann die für die Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte zuständige Behörde die Stellungnahme jeder Instanz einholen, die sie für sinnvoll hält.

Die für die Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte zuständige Behörde schließt die in Absatz 1 genannte Stellungnahme in ihre Entscheidung über die Erklärung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags ein, und zwar unter den Bedingungen und nach den Modalitäten, die in den in Artikel D.49 genannten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen festgelegt sind.

Wenn die Stellungnahme eine Änderung des Umfangs oder des Detaillierungsgrads der in der Umweltverträglichkeitsstudie enthaltenen Informationen zur Folge hat, reicht der Antragsteller die vervollständigte Umweltverträglichkeitsstudie innerhalb von 180 Tagen nach Erhalt der Entscheidung über die Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Akte ein. Die Umweltverträglichkeitsprüfung ist in so vielen Ausfertigungen einzureichen, wie der ursprüngliche Antrag umfasst. Wird die Umweltverträglichkeitsstudie nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingereicht, verfällt der Genehmigungsantrag.

Die Prüfung des Genehmigungsantrags wird ab dem Zeitpunkt der Versendung der Entscheidung über die Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Akte, die eine Änderung des Umfangs oder des Detaillierungsgrads der in der Umweltverträglichkeitsstudie enthaltenen Informationen zur Folge hat, bis zum Tag des Erhalts der vervollständigsten Umweltverträglichkeitsstudie ausgesetzt, wobei dieser Tag in die Aussetzungsfrist eingeschlossen ist.

Das im vorliegenden Paragraphen vorgesehene Verfahren kann für denselben Antrag nur einmal umgesetzt werden. "

KAPITEL VII — *Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

Art. 12 - Artikel D.22 § 9 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 wird bei der Abwägung der rechtlichen Interessen im Einzelfall davon ausgegangen, dass die Planung, der Bau und der Betrieb von Anlagen für erneuerbare Energie, der Anschluss dieser Anlagen an das Netz, das zugehörige Netz selbst und die Speichereinrichtungen, im Sinne von Artikel 16septies der Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen, dem überwiegenden Allgemeininteresse dienen.

Unter besonderen, ordnungsgemäß begründeten Umständen kann die Regierung die Anwendung von Absatz 2 auf bestimmte Teile des Hoheitsgebiets, auf bestimmte Arten von Technologie oder auf Projekte mit bestimmten technischen Merkmalen gemäß den Prioritäten beschränken, die im Luft-Klima-Energieplan festgelegt sind, der im Dekret vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität genannt wird. "

KAPITEL VIII — *Abänderungen des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung*

Art. 13 - Artikel D.IV.22 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2023, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Genehmigung wird von dem beauftragten Beamten ausgestellt, wenn sie sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW oder eine Wärmepumpe bezieht. "

Art. 14 - Artikel D.IV.35 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2023, wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von den Absätzen 1 bis 6 können Anträge, die sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW oder eine nicht geothermische Wärmepumpe von weniger als 50 MW beziehen, erstinstanzlich nicht Gegenstand eines Antrags auf eine Stellungnahme sein.

Absatz 7 gilt nicht für einen Antrag, der sich ausschließlich auf eine Wärmepumpe von weniger als 50 MW bezieht, die ein Gut betrifft, das im regionalen Inventar des Erbes eingetragen ist oder sich in einem Schutzgebiet im Sinne des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe befindet. "

Art. 15 - Artikel D.IV.36 desselben Gesetzbuches wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von Absatz 3 wird die Stellungnahme des Gemeindegremiums nicht für Genehmigungen eingeholt, die ausschließlich eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW oder eine Installation einer nicht geothermischen Wärmepumpe von weniger als 50 MW betreffen, es sei denn, diese betrifft ein unter Denkmalschutz gestelltes oder gleichgestelltes Gut, das im regionalen Inventar des Erbes eingetragen ist oder sich in einem Schutzgebiet im Sinne des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe befindet. "

Art. 16 - In demselben Gesetzbuch wird Artikel D.IV.40, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2023, dessen gegenwärtiger Text den Paragraphen 1 bilden wird, durch einen Paragraphen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 2. Abweichend von Paragraph 1 unterliegen Anträge, die sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW beziehen, weder einer öffentlichen Untersuchung noch einer Projektankündigung.

Abweichend von Paragraph 1 Absätze 1 bis 4, unterliegen Anträge, die sich ausschließlich auf eine nicht geothermische Wärmepumpe mit einer Kapazität von weniger als 50 MW beziehen, weder einer öffentlichen Untersuchung noch einer Projektankündigung. "

Art. 17 - Artikel D.IV.48 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2023, wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von den Absätzen 1 und 4 wird bei der Genehmigung, die ausschließlich eine Installation für Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW oder eine Installation einer nicht geothermischen Wärmepumpe von weniger als 50 MW betrifft, die Entscheidung des beauftragten Beamten, mit der die Genehmigung

erteilt oder verweigert wird, gleichzeitig dem Gemeindegremium und dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem der beauftragte Beamte die in Artikel D.IV.33 genannte Empfangsbescheinigung abgesendet hat, zugesandt, oder, falls dies nicht der Fall ist, ab dem Tag nach Ablauf der ihm für den Versand der Empfangsbescheinigung eingeräumten Frist.

Abweichend von den Absätzen 1 und 4 wird bei der Genehmigung, die ausschließlich eine Installation einer geothermischen Wärmepumpe von weniger als 50 MW betrifft, die Entscheidung des beauftragten Beamten, mit der die Genehmigung erteilt oder verweigert wird, gleichzeitig dem Gemeindegremium und dem Antragsteller innerhalb von neunzig Tagen ab dem Tag, an dem der beauftragte Beamte die in Artikel D.IV.33 genannte Empfangsbescheinigung abgesendet hat, zugesandt, oder, falls dies nicht der Fall ist, ab dem Tag nach Ablauf der ihm für den Versand der Empfangsbescheinigung eingeräumten Frist.

Die Absätze 5 und 6 gelten nicht, wenn der Antrag eine Wärmepumpe für ein unter Denkmalschutz gestelltes oder gleichgestelltes Gut betrifft, das im regionalen Inventar des Erbes eingetragen ist oder sich in einem Schutzgebiet im Sinne des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe befindet. "

Art. 18 - In demselben Gesetzbuch wird Artikel D.IV.49, dessen gegenwärtiger Text den Paragraphen 1 bilden wird, durch einen Paragraphen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 2. Abweichend von Paragraph 1 gilt bei Genehmigungsanträgen, die sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW beziehen, die Genehmigung als erteilt, wenn der beauftragte Beamte seine Entscheidung nicht innerhalb der in Artikel D.IV.48 Absatz 5 genannten Frist an den Antragsteller zugesandt hat, und unter der Voraussetzung, dass die Kapazität der Solarenergieanlage die bestehende Anschlusskapazität an das Verteilernetz nicht übersteigt. "

Art. 19 - In Artikel D.IV.53 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. September 2023, wird Absatz 4 durch die Wortfolge ", mit Ausnahme der Genehmigung, die sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW bezieht" ergänzt.

Art. 20 - In Artikel D.IV.67 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. September 2023, wird Absatz 4 durch die Wortfolge ", mit Ausnahme der Genehmigung, die sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW bezieht" ergänzt.

KAPITEL IX — *Abänderungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur*

Art. 21 - Im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird ein Kapitel III/1 mit der Überschrift "Besondere Bestimmungen in Bezug auf erneuerbare Energien" eingefügt.

Art. 22 - In das durch Artikel 21 eingefügte Kapitel III/1 desselben Gesetzes wird ein Artikel 31bis/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 31bis/1 - Im Rahmen des Genehmigungsverfahrens bei der Planung, beim Bau und beim Betrieb von Anlagen für erneuerbare Energien gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien, bei dem Anschluss dieser Anlagen an das Netz, dem betreffenden Netz selbst und bei Speicheranlagen wird davon ausgegangen, dass sie im überragenden öffentlichen Interesse liegen und der öffentlichen Gesundheit und Sicherheit dienen, wenn für die Zwecke der Artikel 5 § 2 Ziffer 1, § 3 Ziffer 3 und 29 § 2 Absatz 4 im Einzelfall rechtliche Interessen abgewogen werden.

Unter besonderen, ordnungsgemäß begründeten Umständen kann die Regierung die Anwendung des vorliegenden Artikels auf bestimmte Teile des Hoheitsgebiets, auf bestimmte Arten von Technologien oder auf Projekte mit bestimmten technischen Merkmalen gemäß den Prioritäten beschränken, die im Luft-Klima-Energieplan festgelegt sind, der im Dekret zur CO₂-Neutralität vom 16. November 2023 genannt wird. "

Art. 23 - Im selben Kapitel III/1 desselben Gesetzes wird ein Artikel 31bis/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 31bis/2 - Sind neue Minderungsmaßnahmen, mit denen die Tötung oder Störung von nach den Artikeln 2, 2bis, 3 und 29 geschützten Arten oder sonstige Auswirkungen auf die Umwelt so weit wie möglich verhindert werden sollen, nicht umfassend auf ihre Wirksamkeit getestet worden, so kann die zuständige Behörde ihre Verwendung für ein oder mehrere Pilotprojekte für einen begrenzten Zeitraum genehmigen, unter der Voraussetzung, dass die Wirksamkeit dieser Minderungsmaßnahmen genau überwacht wird und unverzüglich geeignete Maßnahmen ergriffen werden, falls sie sich als unwirksam erweisen sollten. "

Art. 24 - Im selben Kapitel III/1 desselben Gesetzes wird ein Artikel 31bis/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 31bis/3 - Wenn ein Projekt für erneuerbare Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien die erforderlichen Minderungsmaßnahmen umfasst, gilt jede Tötung oder Störung gemäß den Artikeln 2 und 2bis nicht als vorsätzlich betrachtet. "

Art. 25 - Im selben Kapitel III/1 desselben Gesetzes wird ein Artikel 31bis/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 31bis/4 - Unbeschadet des Artikels D.65/2 § 4 des Buches I des Umweltgesetzbuches und abweichend von Artikel 29 § 2, wird für jedes genehmigungspflichtige Projekt für eine Anlage für erneuerbare Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien, für neue Anträge für Anlagen für erneuerbare Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien, einschließlich Anlagen, die verschiedene Arten von Technologien für erneuerbare Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien kombinieren, und für das Repowering von Kraftwerken, die erneuerbare Energiequellen nutzen, gemäß Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien, und die in einem gemäß dem Dekret vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien ausgewiesenen Beschleunigungsgebiet für erneuerbare Energien liegt, keine Verträglichkeitsprüfung für Natura-2000-Gebiete durchgeführt, sofern das Projekt die in Anwendung von Artikel 4 § 2 Buchstabe b des Dekrets vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien festgelegten Regeln einhält. "

KAPITEL X — *Abänderungen des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe*

Art. 26 - In Artikel D.34 § 1 des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe wird Absatz 3 durch die Wortfolge ", mit Ausnahme von Handlungen und Arbeiten, die sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW beziehen" ergänzt.

Art. 27 - In Artikel D.38 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Ziffern 10 und 11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"10° wenn sich der Antrag ausschließlich auf die Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW bezieht;

11° wenn sich der Antrag ausschließlich auf die Installation einer Wärmepumpe bezieht. ";

2° der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Abweichend von Absatz 1 legt die von der Regierung benannte Dienststelle den Antrag, der sich ausschließlich auf die Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW gemäß Absatz 1 Ziffer 10 bezieht, nicht zur Versammlung über das Kulturerbe vor.“

Art. 28 - In Artikel D.47 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„In dem in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Fall teilt die Regierung dem Antragsteller ihre Entscheidung über den Antrag auf Genehmigung für das Kulturerbe innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach Absendung der Empfangsbescheinigung des vollständigen Antrags oder, in Ausnahmefällen, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen für einen Antrag gemäß Artikel D.38 Absatz 1 Ziffer 10 mit. Die Regierung übermittelt der Kommission und der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Gut befindet, eine Kopie ihrer Entscheidung.“;

2° zwischen die Absätze 3 und 4 werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Abweichend von den Absätzen 2 und 3 teilt die Regierung, falls der Antrag ausschließlich Projekte im Bereich erneuerbare Energien betrifft, dem Antragsteller ihre Entscheidung über den Antrag auf eine Genehmigung für das Kulturerbe innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach Absendung der Empfangsbescheinigung des vollständigen Antrags mit oder, in Ausnahmefällen, innerhalb einer Frist von drei Monaten bei einem Antrag, der sich ausschließlich auf das Repowering von Kraftwerken bezieht, die erneuerbare Energiequellen nutzen, bei neuen Anlagen mit einer elektrischen Leistung von weniger als 150 kW und bei Energiespeichern am selben Standort sowie beim Anschluss dieser Kraftwerke, Anlagen und Speicher an das Netz. Die Regierung übermittelt der Kommission und der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Gut befindet, eine Kopie ihrer Entscheidung.“

Für die in Artikel D.38 Absatz 1 Ziffer 10 genannten Anträge gilt die Genehmigung für das Kulturerbe als erteilt, wenn die Regierung dem Antragsteller ihre Entscheidung nicht innerhalb der in Absatz 2 genannten Frist von dreißig Tagen mitgeteilt hat und unter der Voraussetzung, dass die Kapazität der Solarenergieanlage die bestehende Anschlusskapazität an das Verteilernetz nicht überschreitet. Die Regierung benachrichtigt gleichzeitig den Antragsteller, die Kommission und die Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Gut befindet.“

Art. 29 - In Artikel D.48 § 1 desselben Gesetzbuches wird Absatz 3 durch die Wortfolge „, mit Ausnahme der Genehmigung, die sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW bezieht“ ergänzt.

Art. 30 - In Artikel D.51 § 1 desselben Gesetzbuches werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

„Abweichend von Absatz 2 und wenn für die Durchführung der Handlungen und Arbeiten, die Gegenstand der erteilten Genehmigung für das Kulturerbe waren, eine Städtebaugenehmigung, eine Umweltgenehmigung oder eine Globalgenehmigung erforderlich ist, wird der Genehmigungsantrag innerhalb von 18 Monaten ab dem Datum der Erteilung der Genehmigung für das Kulturerbe gestellt, wenn sich der Antrag ausschließlich auf Projekte im Bereich erneuerbare Energien bezieht, oder innerhalb von sechs Monaten bei einem Antrag, der sich ausschließlich auf das Repowering von Kraftwerken bezieht, die erneuerbare Energiequellen nutzen, bei neuen Anlagen mit einer elektrischen Leistung von weniger als 150 kW und bei Energiespeichern am selben Standort sowie beim Anschluss dieser Kraftwerke, Anlagen und Speicher an das Netz.“

Die Absätze 2 und 3 gelten nicht für Handlungen und Arbeiten, die sich ausschließlich auf die Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW beziehen.“

Art. 31 - In Artikel D.52 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird Ziffer 2 durch die Wortfolge „, mit Ausnahme der Genehmigung, die sich ausschließlich auf eine Installation von Solarenergieanlagen mit einer Kapazität von bis zu 15 kW bezieht“ ergänzt.

KAPITEL XI — Übergangsbestimmung

Art. 32 - Der Antrag auf eine Städtebaugenehmigung, eine Umweltgenehmigung, eine Globalgenehmigung oder eine Genehmigung für das Kulturerbe, dessen Empfangsbescheinigung vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden ist, wird nach dem an diesem Datum geltenden Verfahren weiterhin geprüft.

Der Antrag auf eine Städtebaugenehmigung, eine Umweltgenehmigung und eine Globalgenehmigung, dessen Empfangsbestätigung vor dem Inkrafttreten der gemäß Artikel 4 ausgewiesenen Beschleunigungsgebiete für erneuerbare Energien ausgestellt worden ist, wird nach dem an diesem Datum geltenden Verfahren weiterhin geprüft.

Art. 33 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Juli 2024 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1629 (2023-2024) Nr. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 26. April 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204576]

29 APRIL 2024. — Decreet betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn (EU) 2023/2413 van het Europees Parlement en de Raad van 18 oktober 2023 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2018/2001, Verordening (EU) 2018/1999 en Richtlijn 98/70/EG wat de bevordering van energie uit hernieuwbare bronnen betreft, en tot intrekking van Richtlijn (EU) 2015/652 van de Raad, gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "energie uit hernieuwbare bronnen" of "hernieuwbare energie": energie uit hernieuwbare niet-fossiele bronnen, namelijk windenergie, zonne-energie (thermische zonne-energie en fotovoltaïsche energie) en geothermische energie, osmose-energie, omgevingsenergie, getijdenenergie, golfslagenergie en andere

energie uit de oceanen, waterkracht, en energie uit biomassa, stortgas, gas van rioolzuiveringsinstallaties en biogas;

2° "gebied voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie": een specifieke locatie of gebied, te land of op binnenwateren, die/dat de Regering heeft aangewezen als bijzonder geschikt voor de installatie van installaties voor de productie van hernieuwbare energie, andere dan biomassa-installaties;

3° "apparatuur voor zonne-energie": apparatuur die zonne-energie omzet in thermische of elektrische energie, met name apparatuur voor thermische en fotovoltaïsche zonne-energie;

"innovatieve technologie voor hernieuwbare energie": technologie voor de opwekking van hernieuwbare energie die ten minste op één manier vergelijkbare geavanceerde technologie voor hernieuwbare energie verbetert of die een technologie voor hernieuwbare energie die niet ten volle is gecommmercialiseerd of die een duidelijke risicograad inhoudt, exploiteerbaar maakt;

5° "energieopslag op één locatie": een energieopslagvoorziening gecombineerd met een installatie voor de productie van hernieuwbare energie die zijn aangesloten op hetzelfde toegangspunt tot het net

HOOFDSTUK II. — *In kaart brengen van gebieden die nodig zijn voor nationale bijdragen aan het algemeen streefcijfer van de Europese Unie voor hernieuwbare energie voor 2030*

Art. 3. § 1. De Regering voert een gecoördineerde inventarisatie uit voor de inzet van hernieuwbare energie in het Waals Gewest, met als doel het regionale potentieel te identificeren alsook de beschikbare gebieden op het landoppervlak, onder het oppervlak, en in de binnenwateren die noodzakelijk zijn voor installaties voor de productie van hernieuwbare energie en voor de bijbehorende infrastructuur, zoals netwerkinfrastructuur en voorzieningen voor opslag, inclusief warmteopslag, om ten minste de regionale bijdragen te kunnen leveren aan het algemeen streefcijfer van de Unie voor hernieuwbare energie voor 2030 zoals vastgesteld in artikel 3, § 1, van Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen. Hiervoor baseert de Regering zich op ruimtelijkeordeningsdocumenten of -plannen.

De Regering zal zorgen voor coördinatie tussen alle betrokken lokale overheden en entiteiten, met inbegrip van de netbeheerders, bij het in kaart brengen.

De regering zorgt ervoor dat deze gebieden, met inbegrip van de bestaande installaties voor de productie van hernieuwbare energie en samenwerkingsmechanismen, in verhouding staan tot de geraamde trajecten en de totale geplande geïnstalleerde capaciteit voor elke technologie voor hernieuwbare energie die zijn vastgesteld in het "Plan Air Climat Energie" (Lucht Klimaat Energieplan) bedoeld in het decreet van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit.

§ 2. Ter identificatie van de in paragraaf 1 bedoelde gebieden houdt de Regering met name rekening met:

a) de beschikbaarheid van energie uit hernieuwbare bronnen en het potentieel van de verschillende soorten technologie voor de productie van hernieuwbare energie in de gebieden op het landoppervlak, onder het oppervlak, en in de binnenwateren;

b) de verwachte vraag naar energie, met inachtneming van de potentiële flexibiliteit van de actieve vraagrespons, verwachte verbeteringen op het gebied van efficiëntie en energiesysteemintegratie;

c) de beschikbaarheid van relevante energie-infrastructuur, zoals netwerken, opslagvoorzieningen en andere flexibiliteitsinstrumenten, of het potentieel om dergelijke netwerkinfrastructuur en opslagvoorzieningen tot stand te brengen of te verbeteren.

§ 3. De regering geeft de voorkeur aan meervoudig gebruik van de in paragraaf 1 bedoelde gebieden. Hernieuwbare-energieprojecten zijn verenigbaar met het reeds bestaande gebruik van die gebieden.

§ 4. De Regering evalueert en, indien dat nodig is, actualiseert de in paragraaf 1 bedoelde gebieden regelmatig met name in het kader van de actualisering van het Energieplan Luchtklimaat bedoeld in het decreet van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit.

HOOFDSTUK III. — *Gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie*

Art. 4. § 1. De Regering neemt een of meer plannen aan waarbij, als subset van de gebieden bedoeld in artikel 3, gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie worden aangewezen voor een of meer soorten energiebronnen, met uitzondering van installaties voor de verbranding van biomassa.

De lidstaten beslissen over de omvang van gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie, rekening houdend met de specifieke kenmerken en vereisten van de betrokken soort(en) technologie. Het doel van de Regering is te zorgen voor een aanzienlijke gecombineerde omvang van die gebieden en ervoor zorgen dat de gebieden bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van het Lucht-Klimaat Energieplan waarnaar wordt verwezen in het decreet van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit.

Bij het opstellen van dit/deze plan(nen) zorgt de Regering voor coördinatie tussen alle betrokken lokale overheden en entiteiten, met inbegrip van de netbeheerder(s).

§ 2. In de plannen, bedoeld in het eerste lid :

a) wijst de Regering voldoende homogene land- en binnenwatergebieden aan waar de inzet van een of meer specifieke soorten hernieuwbare-energiebronnen bedoeld in paragraaf 1 naar verwachting geen aanzienlijke milieueffecten zal hebben, gezien de specifieke kenmerken van het geselecteerde gebied, waarbij zij:

i) voorrang geeft aan kunstmatige en bebouwde oppervlakken, zoals daken en gevels van gebouwen, vervoersinfrastructuur en de onmiddellijke omgeving hiervan, parkeerterreinen, boerderijen, afvalterreinen, industrieterreinen, mijnen, kunstmatige binnenwaterlichamen, meren of reservoirs, en, waar toepasselijk, locaties voor de behandeling van stedelijk afvalwater alsmede aangetaste grond die niet bruikbaar is voor de landbouw;

ii) Natura 2000-gebieden, gebieden die onder nationale beschermingsregelingen voor natuur- en biodiversiteitsbehoud vallen krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, belangrijke trekroutes van vogels en zeezoogdieren, en andere gebieden die op basis van gevoeligheidskaarten en de in het punt iii) bedoelde instrumenten zijn aangewezen, uitsluiten, met uitzondering van kunstmatige en bebouwde oppervlakken in die gebieden, zoals daken, parkeerterreinen of vervoersinfrastructuur;

iii) alle passende en proportionele instrumenten en datasets gebruiken om vast te stellen op welke gebieden de installaties voor de productie van hernieuwbare energie geen aanzienlijk milieueffect zouden hebben, met inbegrip van het in kaart brengen van de gevoeligheid van wilde dieren en planten, rekening houdend met de beschikbare gegevens in de context van de ontwikkeling van een samenhangend Natura 2000-netwerk, zowel wat betreft habitattypen en soorten uit hoofde van Richtlijn 92/43/EEG van de Raad als vogels en gebieden uit hoofde van Richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad

iv) geklasseerde of gelijkwaardige goederen uitsluiten in de zin het Waalse Erfgoedwetboek;

b) stelt de passende regels voor de gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie vast inzake doeltreffende mitigerende maatregelen die moeten worden genomen voor de installaties voor de productie van hernieuwbare energie en energieopslag op één locatie, alsmede activa die nodig zijn voor de aansluiting van dergelijke installaties en opslag op het net, teneinde de negatieve milieueffecten die zich kunnen voordoen te voorkomen of, indien dit niet mogelijk is, aanzienlijk te verminderen, en ziet, indien toepasselijk, erop toe dat er tijdig en op evenredige wijze passende mitigerende maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat de in de artikel 6, § 2, en artikel 12, § 1, van Richtlijn 92/43/EEG, artikel 5 van Richtlijn 2009/147/EEG en artikel 4, § 1, punt a), punt i), van Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad genoemde verplichtingen worden nageleefd, en om verslechtering van de situatie te voorkomen en een goede ecologische toestand of een goed ecologisch potentieel overeenkomstig artikel D.22, § 1, van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt

De in de eerste lid, punt b), bedoelde regels zijn gericht op de specifieke kenmerken van elk vastgesteld gebied voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie, op de soort(en) technologie voor hernieuwbare energie die in elk gebied moeten worden ingezet, en op de vastgestelde milieueffecten.

De naleving van de in het eerste lid, punt b), bedoelde regels en de tenuitvoerlegging van de passende mitigerende maatregelen door de afzonderlijke projecten leiden tot het vermoeden dat projecten niet in strijd zijn met die bepalingen, onverminderd artikel D.65/2 van Boek I van het Milieuwetboek.

De Regering licht in de in het eerste lid bedoelde plannen waarin gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie worden aangewezen de beoordeling toe die is uitgevoerd voor de vaststelling van elk op basis van de in punt a) van het eerste lid genoemde criteria aangewezen gebied voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie en voor de vaststelling van passende mitigerende maatregelen.

§ 3. Voordat de plannen voor het aanwijzen van gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie worden vastgesteld, worden de plannen onderworpen aan een milieubeoordeling op grond van hoofdstuk II van Deel V van Boek I van het Milieuwetboek, en, indien de plannen significante effecten op Natura-2000-gebieden kunnen hebben, aan de passende beoordeling op grond van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud

HOOFDSTUK IV. — *Gebieden voor netwerk- en opslaginfrastuctuur die nodig is om hernieuwbare energie in het elektriciteitssysteem te integreren*

Art. 5. De Regering kan een of meer plannen vaststellen om specifieke infrastructuurgebieden aan te wijzen voor de ontwikkeling van projecten voor netten en opslag die nodig zijn voor de integratie van hernieuwbare energie in het elektriciteitssysteem, wanneer een dergelijke ontwikkeling naar verwachting geen significante milieueffecten zal hebben, dergelijke effecten naar behoren kunnen worden beperkt of, indien dit niet mogelijk is, kunnen worden gecompenseerd.

Het doel van dergelijke gebieden is het ondersteunen en aanvullen van de gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie. Deze plannen :

a) vermijden, wat betreft projecten voor netten, Natura 2000-gebieden en gebieden die zijn aangewezen uit hoofde van beschermingsregelingen voor natuur- en biodiversiteitsbehoud krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, tenzij er geen evenredige alternatieven zijn voor de uitrol ervan, rekening houdend met de doelstellingen van het gebied;

b) sluiten, wat betreft projecten voor opslag, Natura 2000-gebieden en gebieden die zijn aangewezen uit hoofde van beschermingsregelingen voor natuur- en biodiversiteitsbehoud uit, krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

- c) sluiten geklasseerde of gelijkwaardige goederen uit in de zin het Waalse Erfgoedwetboek;
- d) zorgen voor synergieën met de aanwijzing van gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie, als bedoeld in artikel 4;
- e) zijn onderworpen aan een milieueffectbeoordeling overeenkomstig hoofdstuk II van Deel V van Boek I van het Milieuwetboek en, indien van toepassing, aan een passende beoordeling in toepassing van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- f) stellen passende en evenredige regels vast, inclusief evenredige mitigerende maatregelen die moeten worden genomen voor de ontwikkeling van projecten voor netten en opslag om de negatieve gevolgen voor het milieu die zich kunnen voordoen, te voorkomen of, indien niet mogelijk, aanzienlijk te verminderen.

Bij de opstelling van dergelijke plannen raadpleegt de Regering de relevante infrastructuursysteembeheerders en zorgt voor een coördinatie tussen alle betrokken lokale overheden en entiteiten, met inbegrip van de netbeheerder(s).

HOOFDSTUK 5 - Wijzigingen in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 6. In artikel 20 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In afwijking van lid 1^{er}, wanneer de aanvraag een hernieuwbare energieproject betreft dat valt onder artikel D.65/2 van Boek I van het Milieuwetboek, stuurt de technisch ambtenaar de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag overeenkomstig artikel 18 de beslissing waarin over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag wordt beslist. ";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "of binnen de dertig dagen in de gevallen bedoeld in paragraaf 1, derde lid," ingevoegd tussen de woorden "binnen twintig dagen naar de aanvrager," en de woorden "te rekenen van de datum van ontvangst van de bijkomende stukken";

3° in paragraaf 4 worden de woorden "op de wijze en binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1, eerste lid [1 en in § 2, eerste lid]1, of, desgevallend, binnen de termijn bedoeld in paragraaf 3." vervangen door de woorden "op de wijze en binnen de termijnen, vermeld in paragraaf 1, en in paragraaf 2, eerste lid, of, in voorkomend geval, binnen de termijnen, vermeld in paragraaf 3".

Art. 7. In artikel 86 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In afwijking van lid 1 zenden de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar, wanneer de aanvraag betrekking heeft op een project voor hernieuwbare energie als bedoeld in artikel D.65/2 van Boek I van het Milieuwetboek, de aanvrager de beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag binnen dertig dagen na de datum waarop de technisch ambtenaar de aanvraag overeenkomstig artikel 84 ontvangt.";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "of binnen de dertig dagen in de gevallen bedoeld in paragraaf 1, derde lid," ingevoegd tussen de woorden "door de technische ambtenaar" en de woorden "richten de technisch ambtenaar te rekenen van de datum van ontvangst van de bijkomende stukken";

3° in paragraaf 4 worden de woorden "op de wijze en binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1, eerste lid [1 en in § 2, eerste lid]1, of, desgevallend, binnen de termijn bedoeld in paragraaf 3." vervangen door de woorden "op de wijze en binnen de termijnen, vermeld in paragraaf 1, en in paragraaf 2, eerste lid, of, in voorkomend geval, binnen de termijnen, vermeld in paragraaf 3".

HOODSTUK 6 - Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek

Art. 8. Artikel D.65 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een paragraaf7, luidend als volgt:

" § 7. Dit artikel is niet van toepassing op vergunningsaanvragen die uitsluitend betrekking hebben op de installatie van zonne-energieapparatuur met een vermogen van minder dan of gelijk aan 15 kW of op een niet-geothermische warmtepomp met een vermogen van minder dan 50 MW.

Lid 1 is niet van toepassing op een aanvraag voor een niet-geothermische warmtepomp van minder dan 50 MW die betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed of gelegen in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek. ". "

Art. 9. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel D.65/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.65/1. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder heruitrusting verstaan: de renovatie van elektriciteitscentrales die hernieuwbare energie produceren zoals bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen, de volledige of gedeeltelijke vervanging van installaties of bedrijfssystemen en uitrustingen, met als doel de capaciteit te wijzigen of het rendement of de capaciteit van de installatie te verhogen.

§ 2. Wanneer de heruitrusting van een elektriciteitscentrale op basis van hernieuwbare energie bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen, onderworpen is aan het voorafgaand onderzoek bedoeld in artikel D.65/2, § 2, aan een analyse van de noodzaak van een milieueffectenrapport bedoeld in artikel D.65 of aan een milieueffectenbeoordeling in toepassing van artikel D.64, is dit onderzoek, deze analyse of deze milieueffectenbeoordeling beperkt tot de mogelijke effecten die voortvloeien uit een wijziging of uitbreiding van het oorspronkelijke project.

Wanneer het project voor de heruitrusting van zonne-installaties niet gepaard gaat met het gebruik van extra ruimte en voldoet aan de toepasselijke milieueffectbeperkende maatregelen die zijn vastgesteld voor de oorspronkelijke zonne-installatie, is het project vrijgesteld van elke verplichting om een onderzoek uit te voeren overeenkomstig artikel D.65/2, § 2, om de noodzaak van een milieueffectbeoordeling te analyseren overeenkomstig artikel D.65, of om een milieueffectbeoordeling uit te voeren overeenkomstig artikel D.64. Voor dit type project geeft de milieueffectrapportage informatie over hoe de aanvraag voldoet aan de toepasselijke maatregelen voor het beperken van de milieueffecten die zijn vastgesteld voor de oorspronkelijke zonne-installatie.

§ 3. Wanneer de integratie van hernieuwbare energie bedoeld in artikel 2 van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen in het elektriciteitssysteem een project vereist ter versterking van de netinfrastructuur in specifieke infrastructuurzones bedoeld in artikel 5 van hetzelfde decreet of buiten deze zones, en dit project het voorwerp uitmaakt van een voorafgaand onderzoek uitgevoerd in toepassing van

artikel D.65/2, aan een analyse om na te gaan of het project een milieueffectbeoordeling vereist overeenkomstig artikel D.65, of aan een milieueffectbeoordeling overeenkomstig artikel D.64, is dit onderzoek, deze analyse of deze milieueffectbeoordeling beperkt tot de mogelijke effecten die voortvloeien uit de wijziging of uitbreiding ten opzichte van de aanvankelijke netinfrastructuur. ”.

Art. 10. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel D.65/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.65/2. § 1. De vergunningsaanvraag voor een project voor één of meer installaties voor hernieuwbare energie als bedoeld in artikel 2, 1^o, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen, met inbegrip van installaties die verschillende types van technologie voor hernieuwbare energie combineren als bedoeld in artikel 2, 1^o, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen en de heruitrusting van elektriciteitscentrales die hernieuwbare energiebronnen gebruiken als bedoeld in artikel 2, 1^o, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen, alsook de aansluiting van deze centrales en opslag op het net gelegen in een gebied voor versnelde uitrol van hernieuwbare energie aangeduid in het kader van het decreet van 29 april 2024 tot versnelling van de inzet van hernieuwbare energie voor de betrokken technologie en de gekoppelde energieopslag, en die niet bedoeld is in artikel D.65, § 7, is vrijgesteld van een milieueffectbeoordeling, op voorwaarde dat de aanvraag voldoet aan de regels vastgesteld in artikel 4, § 2, b), van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen.

Voor dit soort projecten bevat de aanvulling van de milieueffectbeoordeling informatie over de manier waarop de aanvraag voldoet aan de regels waarnaar wordt verwezen in lid 1^{er} en beschrijft eventuele aanvullende maatregelen die de aanvrager heeft genomen en hoe deze maatregelen de milieueffecten aanpakken.

Voor dit soort projecten wordt, in afwijking van artikel 83, lid 4, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de oproep tot het indienen van blijken van belangstelling van het publiek uiterlijk 6 maanden vóór de indiening van de vergunningsaanvraag georganiseerd en wordt het verslag over de oproep tot het indienen van blijken van belangstelling van de plaatselijke besturen uiterlijk 6 maanden vóór de indiening van de vergunningsaanvraag voltooid. De Regering bepaalt de voorwaarden van de oproep tot belangenverklaring, de vorm en inhoud van het verslag met betrekking tot de oproep tot belangenverklaring en de voorwaarden van de aanbiedingen tot deelneming, met als doel ervoor te zorgen dat projecten worden opengesteld onder economische voorwaarden die gelijkwaardig zijn aan de marktvoorwaarden.

De in lid 1 bedoelde vrijstelling is niet van toepassing op aanvragen die aanzienlijke gevolgen kunnen hebben voor het milieu van een andere regio of lidstaat van de Europese Unie, of wanneer een andere regio of lidstaat van de Europese Unie die aanzienlijke gevolgen kan ondervinden, daarom verzoekt.

§ 2. Wanneer een vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project als bedoeld in paragraaf 1, lid 1, voert de overheid die verantwoordelijk is voor de beoordeling van de volledigheid of ontvankelijkheid van het aanvraagdossier een voorafgaand onderzoek uit om te bepalen of het project een aanzienlijk onvoorzien negatief effect kan hebben, rekening houdend met de milieugevoeligheid van het geografisch gebied waarin het is gelegen, die niet is vastgesteld bij de milieubeoordeling van de plannen tot aanwijzing van de gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen. Dit voorafgaand onderzoek is ook bedoeld om te bepalen of het project binnen het toepassingsgebied van artikel D.29-11 valt omdat het aanzienlijke gevolgen kan hebben voor het milieu van een andere regio of een andere lidstaat van de Europese Unie, of omdat een andere regio of een andere lidstaat van de Europese Unie daarom heeft verzocht.

Ten behoeve van het eerste onderzoek kan de overheid die verantwoordelijk is voor de beoordeling van de volledigheid of ontvankelijkheid van het aanvraagdossier het advies inwinnen van elke instantie die zij daarom verzoekt. Deze overheid kan de aanvrager vragen aanvullende informatie te verstrekken waarover hij beschikt.

§ 3. Na het in paragraaf 2 bedoelde voorafgaand onderzoek kan de overheid die verantwoordelijk is voor de beoordeling van de volledigheid of ontvankelijkheid van de aanvraag, op basis van een motivering die is gebaseerd op duidelijk bewijsmateriaal, besluiten dat het project zeer waarschijnlijk een aanzienlijk onvoorzien nadelig effect zal hebben, rekening houdend met de milieugevoeligheid van het geografische gebied waarin het project is gelegen, dat niet kan worden beperkt door de maatregelen die zijn opgenomen in de plannen tot aanwijzing van het desbetreffende gebied voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie of door de door de aanvrager voorgestelde maatregelen.

In voorkomend geval neemt de overheid die belast is met de beoordeling van de volledigheid of de ontvankelijkheid van het aanvraagdossier de in lid 1 bedoelde beslissing op in haar beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard, onder de voorwaarden en volgens de procedures die zijn vastgelegd in de in artikel D.49 bedoelde wetten, decreten en reglementen.

De in lid 1 bedoelde beslissing wordt openbaar gemaakt overeenkomstig deel III, titel I, hoofdstuk III of, in voorkomend geval, overeenkomstig de procedures die zijn vastgesteld bij de wetten, decreten en reglementen die de in artikel D.49 bedoelde vergunning regelen.

§ 4. In het in paragraaf 3 bedoelde geval dient de aanvrager binnen 180 dagen na ontvangst van de in paragraaf 3 bedoelde beslissing een milieueffectrapportage in overeenkomstig dit hoofdstuk en, in voorkomend geval, een passende effectrapportage overeenkomstig de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. Binnen deze termijn kan de aanvrager in geval van naar behoren gemotiveerde buitengewone omstandigheden verzoeken om verlenging van de termijn met nog eens maximaal 180 dagen. Als het effectenonderzoek of passende effectenbeoordeling niet binnen de vereiste termijn wordt ingediend, vervalt de vergunningsaanvraag.

De behandeling van de vergunningsaanvraag wordt opgeschort vanaf de datum van verzending van de beslissing over de volledigheid of ontvankelijkheid van het dossier waarvoor een effectenonderzoek of een passende effectenbeoordeling vereist is, tot de datum van ontvangst van het volledige effectenonderzoek of passende beoordeling, die in de opschortingsperiode is inbegrepen.

In gerechtvaardigde omstandigheden, onder meer wanneer het nodig is de ontplooiing van de hernieuwbare energie bedoeld in artikel 2, 1^o, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energie om de doelstellingen inzake klimaat en hernieuwbare energie bedoeld in artikel 2, 1^o, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energie te bereiken, kan de Regering projecten voor windenergie en fotovoltaïsche zonne-energie vrijstellen van effectenonderzoek.

Wanneer de Regering wind- en zon-PV-projecten vrijstelt van dergelijke beoordelingen, neemt de aanvrager evenredige risicobeperkende maatregelen of, als dergelijke risicobeperkende maatregelen niet beschikbaar zijn, compenserende maatregelen, die, als andere evenredige compenserende maatregelen niet beschikbaar zijn, de vorm kunnen aannemen van financiële compensatie, om eventuele negatieve effecten aan te pakken. Als deze negatieve impact een effect heeft op de bescherming van soorten, betaalt de exploitant financiële compensatie aan programma's

voor de bescherming van soorten voor de duur van de exploitatie van de installatie voor hernieuwbare energie bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energie om de staat van instandhouding van de getroffen soorten te behouden of te verbeteren. De Regering specificeert voor elk project de mitigerende maatregelen, compenserende maatregelen en compensatiemethode, afhankelijk van het type infrastructuur en de omvang van de verwachte impact.

§ 5. De Regering kan in gerechtvaardigde omstandigheden, in het bijzonder wanneer dit noodzakelijk is om de ontplooiing van hernieuwbare energie te versnellen om de doelstellingen inzake klimaat en hernieuwbare energie te halen, de vergunningsaanvraag voor net- en opslagprojecten die noodzakelijk zijn voor de integratie van hernieuwbare energie in het elektriciteitssysteem vrijstellen van de milieueffectenbeoordeling, met inbegrip van die bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, op voorwaarde dat het net- of opslagproject gelegen is in een specifieke infrastructuurzone aangeduid in artikel 5 van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energie en dat het voldoet aan de vastgestelde regels, met inbegrip van die betreffende evenredige verzachtende maatregelen die moeten worden vastgesteld overeenkomstig lid 2, punt f), van hetzelfde artikel 5.

De in lid 1 bedoelde vrijstelling is niet van toepassing op aanvragen die aanzienlijke gevolgen kunnen hebben voor het milieu van een andere regio of lidstaat van de Europese Unie, of wanneer een andere regio of lidstaat van de Europese Unie die aanzienlijke gevolgen kan ondervinden, daarom verzoekt.

Wanneer de Regering net- en opslagprojecten vrijstelt van de relevante beoordelingen uit hoofde van deze paragraaf, voert de autoriteit die verantwoordelijk is voor de beoordeling van de volledigheid of ontvankelijkheid van het aanvraagdossier een voorafgaand onderzoek uit om te bepalen of het project een aanzienlijk onvoorziën negatief effect kan hebben, rekening houdend met de milieugevoeligheid van de geografische gebieden waarin het zich bevindt, die niet werd geïdentificeerd tijdens de milieubeoordeling van de plannen tot aanduiding van de specifieke infrastructuurzones bedoeld in artikel 5 van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen. Dit voorafgaand onderzoek is gebaseerd op bestaande gegevens uit de milieueffectenbeoordeling van deze plannen.

Wanneer uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat het project hoogstwaarschijnlijk een aanzienlijk onvoorziën nadelig effect zal hebben, zoals bedoeld in het vorige lid, zorgt de bevoegde instantie ervoor, op basis van bestaande gegevens, dat evenredige en passende risicobeperkende maatregelen worden genomen om dergelijke effecten aan te pakken. Als het niet mogelijk is om dergelijke verzachtende maatregelen toe te passen, zorgt de bevoegde overheid ervoor dat de aanvrager passende compenserende maatregelen neemt om dergelijke effecten te verhelpen, die, als er geen andere evenredige compenserende maatregelen beschikbaar zijn, de vorm kunnen aannemen van financiële compensatie voor soortbeschermingsprogramma's die gericht zijn op het behoud of de verbetering van de staat van instandhouding van de getroffen soorten. ”.

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt artikel D.69, gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, waarvan huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

” § 2. In afwijking van paragraaf 1, voor projecten met betrekking tot een installatie voor hernieuwbare energie bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen gelegen buiten een krachtens het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen aangewezen gebied voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie, brengt de instantie belast met de beoordeling van de volledigheid of de ontvankelijkheid van het aanvraagdossier, rekening houdend met de door de aanvrager verstrekte informatie, een advies uit over de omvang en de gedetailleerdheid van de informatie in het effectenonderzoek.

Daartoe kan de overheid die verantwoordelijk is voor de beoordeling van de volledigheid of ontvankelijkheid van het aanvraagdossier het advies inwinnen van elke instantie die zij daarom nuttig acht.

In voorkomend geval neemt de overheid die belast is met de beoordeling van de volledigheid of de ontvankelijkheid van het aanvraagdossier de in lid 1 bedoelde beslissing op in haar beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard, onder de voorwaarden en volgens de procedures die zijn vastgelegd in de in artikel D.49 bedoelde wetten, decreten en reglementen.

Als het advies een wijziging inhoudt van de reikwijdte of gedetailleerdheid van de informatie in het effectenonderzoek, moet de aanvrager het volledige effectenonderzoek indienen binnen 180 dagen na ontvangst van het besluit over de volledigheid of ontvankelijkheid van het dossier. Deze documenten worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvankelijke aanvraag. Als het effectenonderzoek of passende effectenbeoordeling niet binnen de vereiste termijn wordt ingediend, vervalt de vergunningsaanvraag.

De behandeling van de vergunningsaanvraag wordt opgeschort vanaf de datum van verzending van de beslissing over de volledigheid of ontvankelijkheid van het dossier waarvoor een effectenonderzoek of een passende effectenbeoordeling vereist is, tot de datum van ontvangst van het volledige effectenonderzoek of passende beoordeling, die in de opschortingsperiode is inbegrepen.

De procedure bedoeld in deze paragraaf kan slechts één keer over dezelfde aanvraag uitgevoerd worden. ”.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

Art. 12. Artikel D.22, § 9, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

””Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, worden de planning, de bouw en de exploitatie van installaties voor hernieuwbare energie, de aansluiting van die installaties op het net, het bijbehorende net zelf en opslagactiva, in de zin van artikel 16septies van Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen, bij de afweging van de rechtsbelangen in individuele gevallen geacht in het hoger openbaar belang te zijn.

In specifieke, naar behoren gemotiveerde omstandigheden, kan de Regering de toepassing van het vorige lid beperken tot bepaalde delen van het grondgebied, tot bepaalde soorten technologie of tot projecten met bepaalde technische kenmerken overeenkomstig de prioriteiten bepaald in het Lucht-Klimaat-Energieplan bedoeld in het decreet van 16 november 2023 betreffende koolstofneutraliteit. ”.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen in het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling*

Art. 13. Artikel D.IV.22 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling, laatst gewijzigd bij het decreet van 13 december 2023, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”De vergunning wordt afgegeven door de gemachtigd ambtenaar wanneer deze uitsluitend betrekking heeft op een installatie van zonne-energieapparatuur met een vermogen van 15 kW of minder of een warmtepomp. ”.

Art. 14. Artikel D.IV.35 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 13 december 2023, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

"In afwijking van de leden 1 tot en met 6, kan voor aanvragen die uitsluitend betrekking hebben op een installatie van zonne-energieapparatuur met een vermogen van minder dan of gelijk aan 15 kW of een niet-geothermische warmtepomp van minder dan 50 MW, geen verzoek om advies in eerste aanleg worden ingediend.

Lid 7 is niet van toepassing op een aanvraag voor een niet-geothermische warmtepomp van minder dan 50 MW die betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed of gelegen in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek. "

Art. 15. Artikel D.IV.36 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgend lid :

"In afwijking van lid 3 wordt het advies van het gemeentecollege niet gevraagd voor vergunningen die uitsluitend betrekking hebben op de installatie van zonne-energie-installaties met een vermogen van minder dan of gelijk aan 15 kW of een niet-geothermische warmtepompinstallatie van minder dan 50 MW, tenzij deze laatste betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, opgenomen in de gewestelijke erfgoedinventaris of gelegen in een beschermingsgebied in de zin van de Waalse Erfgoedwetboek. "

Art. 16. In hetzelfde Wetboek wordt artikel D.IV.40, gewijzigd bij het decreet van 13 december 2023, waarvan huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

" § 2. In afwijking van paragraaf 1 zijn aanvragen die uitsluitend betrekking hebben op de installatie van zonne-energie-installaties met een vermogen van minder dan of gelijk aan 15 kW niet onderworpen aan een openbaar onderzoek of projectaankondiging.

In afwijking van paragraaf 1, leden 1 tot en met 4, zijn aanvragen die uitsluitend betrekking hebben op een niet-geothermische warmtepomp van minder dan 50 MW niet onderworpen aan een openbaar onderzoek of projectaankondiging. "

Art. 17. Artikel D.IV.48 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 13 december 2023, wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt:

" In afwijking van de leden 1 en 4 wordt, voor een vergunning die uitsluitend betrekking heeft op een installatie van zonne-energieapparatuur met een vermogen van minder dan of gelijk aan 15 kW of een niet-geothermische warmtepompinstallatie van minder dan 50 MW, het besluit van de gemachtigd ambtenaar waarbij de vergunning wordt verleend of geweigerd, binnen dertig dagen na de dag waarop de gemachtigd ambtenaar de in artikel D.IV.33 bedoelde ontvangstbevestiging heeft verzonden of, bij gebreke daarvan, vanaf de dag na het verstrijken van de termijn voor het verzenden van de ontvangstbevestiging, gelijktijdig aan het gemeentecollege en aan de aanvrager toegezonden. of, bij gebreke daarvan, vanaf de dag na het verstrijken van de termijn voor de verzending van de ontvangstbevestiging.

In afwijking van de leden 1 en 4 wordt, voor een vergunning die uitsluitend betrekking heeft op een geothermische warmtepompinstallatie van minder dan 50 MW, het besluit van de gemachtigd ambtenaar tot toekenning of weigering van de vergunning binnen een termijn van negentig dagen te rekenen vanaf de dag waarop de gemachtigd ambtenaar de in artikel D.IV.33 bedoelde ontvangstbevestiging heeft verzonden of, bij ontstentenis daarvan, de dag volgend op het verstrijken van de termijn waarbinnen hij de ontvangstbevestiging diende te verzenden, gelijktijdig aan het gemeentecollege en aan de aanvrager toegezonden.

De leden 5 en 6 zijn niet van toepassing op een aanvraag voor een niet-geothermische warmtepomp van minder dan 50 MW die betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed of gelegen in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek. "

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt artikel D.IV.49 waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

" § 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de vergunning voor vergunningsaanvragen die uitsluitend betrekking hebben op de installatie van zonne-energie-installaties met een capaciteit van 15 kW of minder geacht te zijn verleend wanneer de gemachtigd ambtenaar zijn besluit niet binnen de in artikel D.IV.48, lid 5, bedoelde termijn aan de aanvrager heeft toegezonden en op voorwaarde dat de capaciteit van de zonne-energie-installatie de bestaande capaciteit van de aansluiting op het distributienet niet overschrijdt. "

Art. 19. In artikel D.IV.53 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 28 september 2023, worden aan lid 4 de woorden ", met uitzondering van de vergunningen die uitsluitend betrekking hebben op de installatie van installaties voor zonne-energie met een vermogen van 15 kW of minder" toegevoegd.

Art. 20. In artikel D.IV.67 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 28 september 2023, worden aan lid 4 de woorden ", met uitzondering van de vergunningen die uitsluitend betrekking hebben op de installatie van installaties voor zonne-energie met een vermogen van 15 kW of minder" toegevoegd.

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud*

Art. 21. De wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bevat een hoofdstuk III/1 getiteld "Bijzondere bepalingen met betrekking tot hernieuwbare energiebronnen".

Art. 22. In hoofdstuk III/1, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 31*bis*/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 31 *bis* /1. In het kader van de vergunningsprocedure, de planning, de bouw en de exploitatie van installaties voor hernieuwbare energie zoals bedoeld in artikel 2, 1^o van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen, wordt de aansluiting van deze installaties op het net, het bijbehorende net zelf en de opslagactiva worden bij de afweging van de rechtsbelangen in individuele gevallen voor de toepassing van de artikelen 5, § 2, 1^o, § 3, 3^o, en 29, § 2, vierde lid, vermoed in het hoger openbaar belang en in het belang van de volksgezondheid en de openbare veiligheid te zijn.

In specifieke, naar behoren gemotiveerde omstandigheden, kan de Regering de toepassing van het vorige lid beperken tot bepaalde delen van het grondgebied, tot bepaalde soorten technologie of tot projecten met bepaalde technische kenmerken overeenkomstig de prioriteiten bepaald in het Lucht-Klimaat-Energieplan bedoeld in het decreet van 16 november 2023 betreffende koolstofneutraliteit. "

Art. 23. In hetzelfde hoofdstuk III/1 van dezelfde wet wordt een artikel 31bis/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 31 bis/2. Wanneer nieuwe mitigerende maatregelen om het doden of verstoren van krachtens de artikelen 2, 2bis, 3 en 29 beschermde soorten of andere milieueffecten zoveel mogelijk te voorkomen, nog niet op grote schaal op hun doeltreffendheid zijn getest, kan de bevoegde overheid toestaan dat zij gedurende een beperkte periode voor een of meer proefprojecten worden gebruikt, op voorwaarde dat de doeltreffendheid van deze mitigerende maatregelen nauwlettend wordt gecontroleerd en dat onmiddellijk passende actie wordt ondernomen wanneer zij ondoeltreffend blijken te zijn. "

Art. 24. In hetzelfde hoofdstuk III/1 van dezelfde wet wordt een artikel 31bis/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 31 bis/3. Wanneer een project voor hernieuwbare energie bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen de nodige mitigerende maatregelen bevat, wordt het doden of verstoren bedoeld in de artikelen 2 en 2bis niet als opzettelijk beschouwd. "

Art. 25. In hetzelfde hoofdstuk III/1 van dezelfde wet wordt een artikel 31bis/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 31 bis/4. Onverminderd artikel D.65/2, § 4, van Boek I van het Milieuwetboek, in afwijking van artikel 29, § 2, is elk vergunningsplichtig project voor een installatie voor hernieuwbare energie bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen, nieuwe aanvragen voor installaties voor hernieuwbare energie als bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen, met inbegrip van installaties die verschillende soorten technologie voor hernieuwbare energie combineren als bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen en de herinrichting van elektriciteitscentrales die hernieuwbare energiebronnen gebruiken bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen, gelegen in een gebied voor het versneld uitrollen van hernieuwbare energie aangewezen krachtens het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen, niet onderworpen aan een effectbeoordeling op Natura 2000-gebieden, op voorwaarde dat het project voldoet aan de regels vastgesteld krachtens artikel 4, § 2, b), van het decreet van 29 april 2024 betreffende het versneld uitrollen van hernieuwbare energiebronnen. "

HOOFDSTUK X. — *Wijziging in het Waalse Erfgoedwetboek*

Art. 26. In artikel D.34 van het Waalse Erfgoedwetboek, wordt lid 3 aangevuld met de woorden ", met uitzondering van de vergunningen die uitsluitend betrekking hebben op een installatie voor zonne-energieapparatuur met een vermogen van 15 kW of minder".

Art. 27. In artikel D.38 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan lid 1 wordt de punten 10° en 11° toegevoegd, luidend als volgt:

"10° wanneer de aanvraag uitsluitend betrekking heeft op de installatie van zonne-energieapparatuur met een vermogen van 15 kW of minder;

11° wanneer de aanvraag uitsluitend betrekking heeft op de installatie van een warmtepomp. ";

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

"In afwijking van lid 1 dient de door de Regering aangeduide dienst de aanvraag die uitsluitend betrekking heeft op het plaatsen van zonne-energie-apparatuur met een vermogen van minder dan of gelijk aan 15 kW, vermeld in paragraaf 1, 10°, niet in bij een erfgoedvergadering. "

Art. 28. In artikel D.47 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"In het in het eerste lid, 1°, bedoelde geval deelt de Regering de aanvrager haar beslissing over de aanvraag voor een erfgoedvergunning mee aan de aanvrager binnen veertig dagen na de verzending van de ontvangstbevestiging van de volledige aanvraag of, bij uitzondering, binnen de dertig dagen voor een aanvraag bedoeld in artikel D.38, eerste lid, 10°. De Regering stuurt een kopie van haar beslissing naar de Commissie en naar de gemeente op wiens grondgebied het goed zich bevindt. ";

2° er wordt tussen de leden 3 en 4 twee leden ingevoegd, luidend als volgt:

"In afwijking van het tweede en derde lid zal de Regering, indien de aanvraag uitsluitend betrekking heeft op hernieuwbare energieprojecten, haar beslissing betreffende de aanvraag voor een erfgoedvergunning aan de aanvrager meedelen binnen de zes maanden na het versturen van de ontvangstbevestiging van de volledige aanvraag of, bij wijze van uitzondering, binnen drie maanden voor een aanvraag die uitsluitend betrekking heeft op de aanpassing van elektriciteitscentrales die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen, voor nieuwe installaties met een elektrisch vermogen van minder dan 150 kW en voor gekoppelde energieopslag, alsook voor de aansluiting van deze elektriciteitscentrales, installaties en opslag op het net. De Regering stuurt een kopie van haar beslissing naar de Commissie en naar de gemeente op wiens grondgebied het goed zich bevindt.

Voor de aanvragen bedoeld in artikel D.38, eerste lid, 10°, wordt de erfgoedvergunning geacht te zijn verleend als de Regering haar beslissing niet binnen de termijn van dertig dagen, bedoeld in het tweede lid, aan de aanvrager heeft meegedeeld en op voorwaarde dat de capaciteit van de zonne-energie-apparatuur de bestaande capaciteit voor aansluiting op het distributienet niet overschrijdt. De Regering zal tegelijkertijd de aanvrager, de Commissie en de gemeente op wiens grondgebied het eigendom zich bevindt, op de hoogte brengen. "

Art. 29. In artikel D.48, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt lid 3 aangevuld met de woorden ", met uitzondering van de vergunningen die uitsluitend betrekking hebben op een installatie voor zonne-energieapparatuur met een vermogen van 15 kW of minder".

Art. 30. In artikel D.51, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden twee leden ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt:

"In afwijking van het tweede lid wordt, wanneer voor het verrichten van de handelingen en werken waarop de verleende erfgoedvergunning betrekking heeft, een stedenbouwkundige vergunning, een milieuvergunning of een globale vergunning vereist is, de vergunningsaanvraag ingediend binnen achttien maanden na de datum waarop de

erfgoedvergunning werd verleend wanneer de aanvraag uitsluitend betrekking heeft op hernieuwbare energieprojecten of binnen zes maanden voor een aanvraag die uitsluitend betrekking heeft op heruitrusting van elektriciteitscentrales die hernieuwbare energiebronnen gebruiken, voor nieuwe installaties met een elektrisch vermogen van minder dan 150 kW en voor gekoppelde energieopslag, alsook voor de aansluiting van deze elektriciteitscentrales, installaties en opslag op het net.

De leden 2 en 3 zijn niet van toepassing op handelingen en werken die uitsluitend betrekking hebben op de installatie van zonne-energieapparatuur met een vermogen van 15 kW of minder.”.

Art. 31. In artikel D.52, lid 1, van hetzelfde Wetboek, wordt punt 2° aangevuld met de woorden „, met uitzondering van de vergunningen die uitsluitend betrekking hebben op een installatie voor zonne-energieapparatuur met een vermogen van 15 kW of minder”.

HOOFDSTUK XI. — *Overgangsbepaling*

Art. 32. De aanvraag tot het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning, een milieuvergunning of erfgoedvergunning waarvan het ontvangstbewijs dateert van vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt verder behandeld volgens de op bedoelde datum vigerende bepalingen.

De aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, een milieuvergunning en een globale vergunning waarvan de ontvangstbevestiging dateert van voor de inwerkingtreding van de overeenkomstig artikel 4 aangewezen gebieden voor de versnelde uitrol van hernieuwbare energie, zullen verder worden behandeld overeenkomstig de op die datum geldende bepalingen.

Art. 33. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Philippe HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Christie MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
Valérie DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Christophe COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
Adrien DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1629 (2023-2024) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008517]

25 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et dans la première transformation et commercialisation dans le secteur sylvicole

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.245 à 249 ;